



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

2023

Rapport sur le tableau de bord des interventions humanitaires



Le présent document a été élaboré et consolidé par la Direction des Affaires humanitaires et sociales relevant du Département du Développement humain et des affaires sociales (DHSA) au nom de la Commission et des États membres de la CEDEAO. Il permet d'avoir une compréhension commune de la situation, y compris les principaux besoins humanitaires et de lutte contre le terrorisme, le nombre estimatif de personnes affectées et ciblées pour bénéficier d'une assistance. Il est l'expression des besoins consolidés à partir de données probantes et aide à sous-tendre la planification de la réponse stratégique conjointe.

Les désignations employées et la présentation des éléments d'information dans le présent rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part du Département du Développement humain et des Affaires sociales ni de la Commission de la CEDEAO concernant le statut juridique de tout pays, territoire, division, district, ville ou zone ou celui de ses autorités ou encore concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Veuillez adresser vos correspondances à:

E-mail: info@ecowas.int

X/Twitter: @ecowas_cedeao

Instagram: @ecowas_cedeao

Facebook: @ecowas.cedeao

Website: www.ecowas.int

Photo de couverture:

CONSEIL MUNICIPAL DE KANIFING/KMC, GAMBIE

Une aide financière est versée aux bénéficiaires qui remplissent les critères de sélection et ont achevé le processus de vérification. Ces fonds sont destinés à répondre aux besoins immédiats, tels que la nourriture et autres produits de première nécessité, pour leur famille pendant cette période difficile.

© CEDEAO/Sani Malgwi

Production éditoriale:

- **Prof. Fatou Sow Sarr** - *Commissaire chargée du développement humain et des affaires sociales, Commission de la CEDEAO.*
- **Dr. Sintiki Tarfa Ugbe** - *Directrice, Affaires humanitaires et sociales, Commission de la CEDEAO.*
- **Godfrey Amaechi Alozie** - *Chargé de programme, Logistique et planification d'urgence, Commission de la CEDEAO.*
- **Francisca Nkoyo Echabor** - *Assistante de programme, Affaires humanitaires, Commission de la CEDEAO.*
- **Mohammed Ibrahim** - *Chef de la Division des affaires humanitaires et de la réduction des risques de catastrophe, Commission de la CEDEAO.*
- **Usman Adamu Obeche** - *Chargé de programme, Gestion des risques de catastrophe, Commission de la CEDEAO.*

Analyse et élaboration du rapport:

- **Jay Godwin Jnr. Ilukhor** - *Consultant en innovation/technologie.*
- **Dr. Frederick A. Atenaga** - *Spécialiste en gestion de l'information.*

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	03
RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE	04
Ampleur de la crise et aperçu de la réponse	06
Interventions et réalisations clés	06
Problèmes et solutions	07
MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT	09
Source et méthode de collecte des données	09
Cadre d'établissement de rapports	09
Validation et assurance qualité de la qualité des données	09
Examen du contenu et publication	10
TABLEAU DE BORD DES INTERVENTIONS HUMANITAIRE: EN RÉPONSE AUX INONDATIONS AXÉES SUR L'ALIMENTATION ET LA NUTRITION	11
Aperçu de la situation	11
Chiffres clés	11
Aperçu du financement	11
Personnes atteintes	11
APERÇU	12
Utilisation des fonds	12
Aperçu de la réponse	12
INTERVENTIONS EN RÉPONSE AUX INONDATIONS: RÉPONSE DES ÉTATS MEMBRES ET PORTÉE	14
Pourcentage ciblé de la population touchée par les inondations	14
INTERVENTIONS EN RÉPONSE AUX INONDATIONS: APERÇU DES RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES ET DE LEUR PORTÉE	16
Bénin	16
Cap-Vert	16
Côte d'Ivoire	17
Ghana	17
Guinée-Bissau	18
Guinée	18
Libéria	19
Nigéria	20
Sierra Leone	20

Gambie	21
Togo	21
INTERVENTIONS ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES: RÉPONSE DES ÉTATS MEMBRES ET PORTÉE	23
Pourcentage de la population touchée par les inondations ciblée pour bénéficier d'une aide alimentaire et nutritionnelle	23
INTERVENTION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE: RÉPONSE DES ÉTATS MEMBRES ET PORTÉE APERÇU	25
Cap-Vert	25
Libéria	25
Sierra Leone	26
The Gambia	27
Togo	27
ASSISTANCE SOUS FORME D'ESPÈCES ET DE BONS (CVA) À TRAVERS LES ÉTATS MEMBRES	29
Analyse	29
PRINCIPAUX PROBLÈMES	31
RECOMMANDATIONS	32
PHOTOS DU RAPPORT SUR LES INTERVENTIONS ET HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN (HIS)	34
RÉFÉRENCES	43

ACRONYMES

CBNAT	Formation communautaire en nutrition et agriculture
CVA	Assistance en espèces et sous forme de bons
DHDSA	Département du Développement humain et des affaires sociales
RRC	Réduction des risques de catastrophe
CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
PSF	Prestataire de services financiers
GAFNA	Association gambienne pour l’alimentation et la nutrition
HH	Ménage
HIS	Histoire d’intérêt humain
HRP	Plan de réponse humanitaire
HTR	Difficile d’accès
PDI	Personne déplacée interne
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
S&E	Suivi et évaluation
NaNA	Agence nationale de nutrition
NBR	Région de la rive nord
ANPC	Agence nationale de protection civile
ANA	Articles non alimentaires
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGN	Organisation non gouvernementale nationale
PWD	Personnes handicapées
ONU	Organisation des Nations Unies
WASH	Eau, assainissement et hygiène
PAM	Programme alimentaire mondial

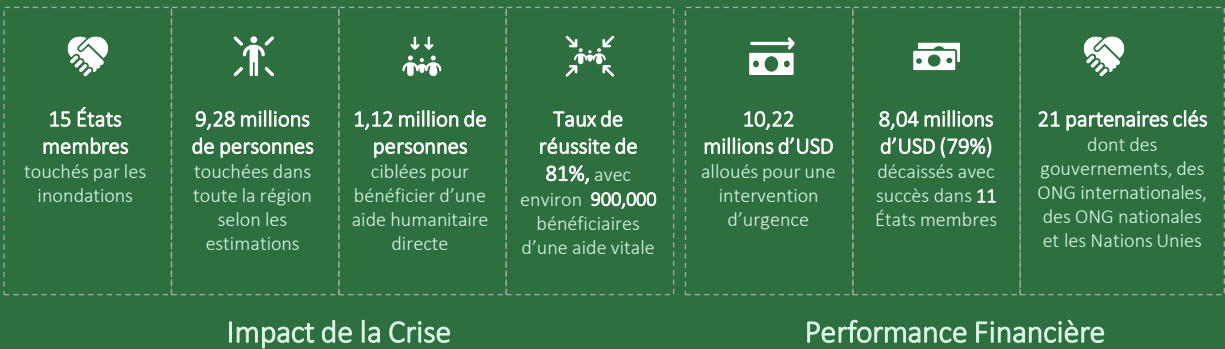
RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE

En réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle résultant des inondations de 2023-2024, qui ont touché 15 États membres de la CEDEAO et plus de 9,28 millions de personnes, la CEDEAO a mené une intervention humanitaire bien coordonnée à l'échelle régionale.

Grâce à cet effort collectif, la réponse régionale a atteint 81 % de la population ciblée, permettant

d'aider 900 000 personnes sur une population de 1,12 million personnes identifiées pour bénéficier d'une aide. Grâce à une enveloppe financière de 10,22 millions de dollars américains, 79% des ressources disponibles ont été distribuées avec succès dans 11 États membres, permettant ainsi de faire en sorte que l'aide vitale parvienne aux personnes les plus touchées.

Ampleur de la crise et aperçu de la réponse



Cette intervention à grande échelle a été rendue possible grâce à la collaboration de 21 partenaires clés, reflétant un fort sentiment de solidarité régionale et de responsabilité partagée dans la lutte contre les crises humanitaires liées au climat. L'intervention a non seulement répondu à des besoins alimentaires et nutritionnels immédiats, mais elle a également renforcé le rôle essentiel de l'action conjointe dans le renforcement de la résilience dans toute la région.

Interventions et réalisations clés

Réponse aux inondations

Onze pays ont mené à bien des interventions en réponse aux inondations, en ayant recours à diverses stratégies adaptées à leur contexte spécifique. Plusieurs d'entre eux ont largement excédé leurs objectifs, ce qui témoigne d'une forte capacité opérationnelle et de la participation efficace des communautés.

Réalisations exceptionnelles:

- **Guinée-Bissau:** 385% des bénéficiaires visés atteints;
- **Gambie:** réalisation d'une couverture de 161%, principalement grâce à des programmes efficaces de transferts monétaires;
- **Côte d'Ivoire:** dépassement des objectifs avec une couverture de 149%;
- **Guinée:** atteint 112% des bénéficiaires prévus; et
- **Cap-Vert:** dépassement des attentes avec une couverture de 102% de l'objectif.

Des progrès constants ont été enregistrés malgré les contraintes:

- le Togo, la Sierra Leone, le Nigéria et le Ghana ont atteint entre 47 et 100% de leurs bénéficiaires ciblés, malgré des problèmes de ressources et de logistique; et.
- le Bénin a fourni une aide complète à 73% de sa population.

Les interventions en réponse à des inondations ont intégré une aide en espèces qui a permis aux ménages de prendre des décisions cruciales en matière de dépenses, ainsi que la distribution de fournitures essentielles en nature, telles que :

- des denrées alimentaires;
- des ustensiles de cuisine;
- des trousseaux d'hygiène; et
- la réhabilitation d'infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH).

Réponse alimentaire et nutritionnelle

Cinq pays ont mené des interventions axées sur la nutrition. Ces interventions ont ciblé les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, en particulier dans les régions touchées par les inondations.

Résultats nutritionnels à fort impact :

- **Cap-Vert et Libéria :** ont réalisé 100% des objectifs nutritionnels grâce à la distribution stratégique de céréales enrichies pour nourrir et à des programmes complets d'éducation nutritionnelle.
- **Gambie :** a touché 53% de sa population cible grâce à la combinaison de transferts monétaires et d'initiatives de communication visant à modifier les comportements sociaux.
- **Togo :** a réalisé une couverture de 27% grâce à la distribution ciblée de kits alimentaires, d'engrais, de semences et à des formations à la prévention de la malnutrition.
- **Sierra Leone :** a pu assurer la distribution de denrées alimentaires grâce à une éducation communautaire sur l'agriculture sensible à la nutrition.

Au total, ces interventions nutritionnelles ont ciblé environ 70 000 personnes, répondant ainsi tant aux préoccupations immédiates de sécurité alimentaire qu'à la nécessité d'obtenir des résultats nutritionnels à long terme.

Aide en espèces et sous forme de bons

Le programme d'aide en espèces et sous forme de bons (CVA) a eu un impact significatif dans tous les États membres participants, touchant au total 45 399 ménages grâce à des mécanismes d'aide financière adaptables conçus pour répondre aux besoins urgents tout en favorisant la résilience économique.

Portée des interventions au niveau national :

- **Nigéria :** 21 000 ménages.
- **Libéria :** 10 000 ménages.
- **Sierra Leone :** 5 957 ménages.
- **Côte d'Ivoire :** 3 585 ménages.
- **Gambie :** 3 140 ménages.
- **Togo :** 1 717 ménages.

Le recours à une combinaison de plateformes de paiement par téléphone mobile, de cartes bancaires et de transferts monétaires directs a facilité la distribution de l'aide, contribuant à un taux de satisfaction déclaré des bénéficiaires de 70,6%. Au-delà de l'aide d'urgence, ces interventions ont permis de créer un pouvoir d'achat sur les marchés locaux, finançant les priorités des ménages, notamment en matière d'alimentation, de logement et d'efforts de relance des moyens de subsistance.

Problèmes et solutions

Principaux problèmes identifiés

- Problèmes logistiques pendant la saison des pluies et terrains difficiles.
- Préoccupations d'ordre sécuritaire dans les zones de distribution d'espèces.
- Limitation des ressources par rapport à l'ampleur des besoins.
- Retards dans la soumission des propositions (quatre pays concernés).

Solutions adaptatives:

- Recours à des partenaires locaux pour la distribution et le pré-positionnement des fournitures essentielles afin d'atténuer les difficultés d'accès;
- Transition vers le paiement par téléphone mobile et les modes de paiement électroniques pour renforcer la sécurité et l'efficacité;
- Renforcement de la collaboration avec les organisations communautaires afin d'améliorer la portée et l'acceptation des interventions; et
- Flexibilité dans les approches de prestation afin de s'adapter aux environnements réglementaires propres à chaque pays.

MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT

Le rapport sur le tableau de bord de la réponse humanitaire de la CEDEAO présente des données et des informations tirées des rapports finaux de mise en œuvre soumis par les États membres à l'issue de leurs interventions humanitaires en réponse à la crise alimentaire, nutritionnelle et aux inondations de 2023 - 2024.

Source et méthode de collecte des données

Les données utilisées aux fins du présent rapport ont été collectées directement sur le terrain par chaque État membre participant lors de la mise en œuvre de ses interventions financées. Le processus de collecte a été guidé par les systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) existants de chaque pays, dont le format et le degré de sophistication variaient.

Afin de promouvoir une cohérence de marque, la CEDEAO a fourni un modèle de rapport standardisé qui indique la structure et le contenu prescrit pour les rapports finaux. Ce modèle met l'accent sur :

- la ventilation des données par âge, sexe et handicap; et
- l'inclusion d'histoires humaines (HIS) et de réflexions qualitatives afin de cerner l'impact humain.

La CEDEAO n'a certes pas mis en place une plateforme numérique uniforme de suivi et d'évaluation (S&E), mais le modèle structuré a permis de garantir la cohérence dans la communication des informations clés dans tous les États membres.

De plus, la Direction des Affaires humanitaires de la CEDEAO a effectué des visites de suivi indépendantes et des contrôles ponctuels afin de valider les activités et les résultats déclarés, apportant ainsi un niveau supplémentaire de vérification pour garantir la cohérence entre les résultats déclarés et la mise en œuvre effective sur le terrain.

Cadre d'établissements de rapports

Les États membres ont, au départ, été encouragés à soumettre des rapports d'état d'avancement mensuels. Toutefois, en raison des retards accusés dans la mise en œuvre du projet, les rapports ont été consolidés en deux phases clés :

- **le rapport intermédiaire:** soumis vers la fin des activités du projet pour validation interne et rétroaction de la CEDEAO; et
- **le rapport final:** soumis à l'achèvement du projet, comportant les données validées et les révisions effectuées à l'aune des commentaires de la CEDEAO.

Le rapport comprend :

- les résultats quantitatifs (par exemple, le nombre de bénéficiaires atteints, les fonds utilisés); et
- la ventilation géographique et démographique des résultats; et
- les réalisations spécifiques à chaque secteur; et
- les récits et témoignages humains pour fournir des informations qualitatives.

Validation et assurance de la qualité des données

La CEDEAO a appliqué un processus structuré de contrôle de la qualité afin de garantir l'exactitude et l'exhaustivité des données.

Ce processus a comporté:

- la vérification de l'utilisation des fonds à l'aune des registres officiels de décaissements; et
- la contre-vérification des résultats communiqués avec les accords de mise en œuvre signés; et
- la validation des lieux d'activité et des résultats obtenus grâce aux observations sur le terrain de la CEDEAO; et
- le suivi bilatéral avec les points focaux des États membres afin de résoudre les problèmes de divergences ou de lacunes au niveau des données.

Le processus d'examen a permis de s'assurer que les chiffres communiqués (tels que les objectifs, la portée réelle des interventions et l'utilisation des fonds) étaient cohérents et conformes aux accords de projet et à la réalité sur le terrain.

Examen du contenu et publication

Après la compilation des données statiques du tableau de bord et des résumés par pays, les États membres ont été invités à participer à des réunions d'examen organisées par la CEDEAO dans le but de valider leurs chiffres et leurs récits respectifs.

Les commentaires découlant de ces sessions ont été pris en compte pour garantir l'exactitude des informations et refléter les expériences effectives de mise en œuvre.

Ce n'est qu'après confirmation et validation de toutes les données que la CEDEAO a procédé à l'élaboration des visualisations, des mises en page et de la publication du tableau de bord statique.



APERÇU DE LA SITUATION

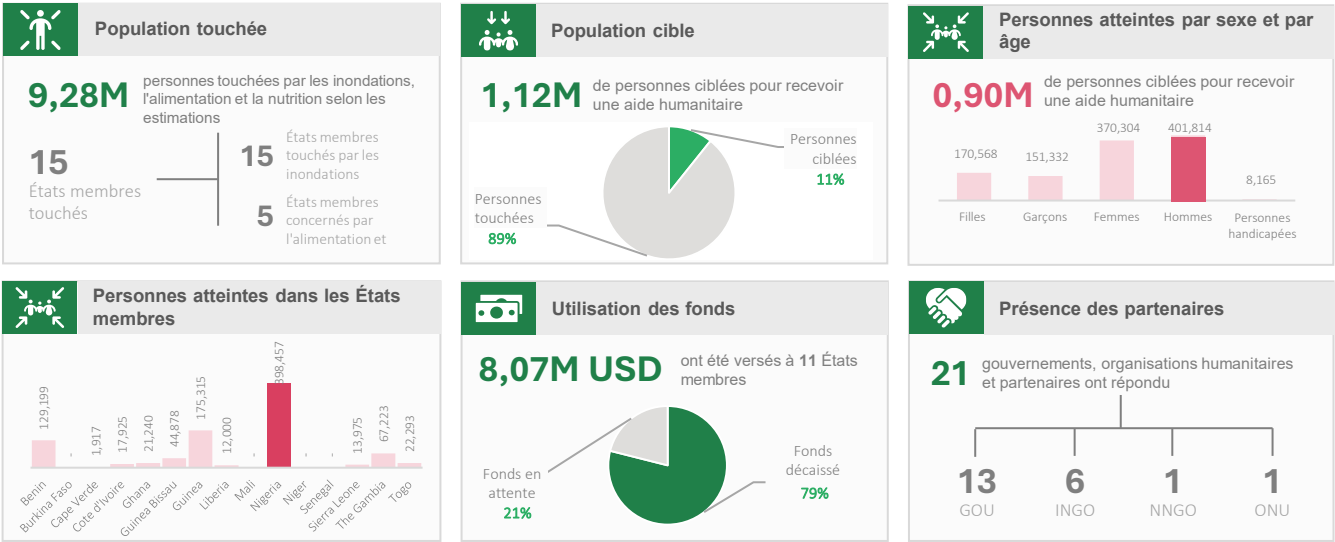
La réponse humanitaire apportée en 2023 - 2024 à la crise alimentaire, nutritionnelle et aux inondations qui ont frappé la région de la CEDEAO met en exergue la détermination collective, la coordination et la capacité d'adaptation des États membres face à des situations d'urgence à grande échelle dues au changement climatique. Avec 15 États membres touchés et plus de 9,28 millions de personnes affectées, la crise a posé un défi considérable. Toutefois, grâce à une approche régionale unifiée et à une hiérarchisation stratégique des priorités, la CEDEAO et ses partenaires se sont mobilisés pour venir en aide à 1,12 million de personnes parmi les plus vulnérables de la région.

La réponse a été multisectorielle, axée sur la sécurité alimentaire, la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), les transferts monétaires et le relèvement rapide, avec des interventions visant à stabiliser les communautés touchées, à rétablir les moyens de subsistance et à protéger la santé publique. Une attention particulière a été accordée aux groupes vulnérables, à savoir les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes vivant dans des zones reculées ou mal desservies, afin de garantir une réponse inclusive et équitable.

Plus de 81 % de la population ciblée, soit environ 900 000 personnes, ont déjà reçu une aide, ce qui témoigne de progrès notables malgré les difficultés opérationnelles et logistiques. Sur les 10,22 millions de dollars américains alloués, un montant de 8,07 millions (soit 79%) a été décaissé et utilisé dans le cadre d'opérations humanitaires dans toute la région. Onze (11) États membres ont reçu des financements et plusieurs d'entre eux, dont Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et la Guinée, ont indiqué avoir utilisé la totalité ou la quasi-totalité des fonds qui leur ont été alloués, ce qui a permis d'atteindre un large public grâce à une aide en espèces et en nature. Ces interventions allaient de transferts monétaires et de distributions de nourriture au soutien nutritionnel, en passant par la fourniture d'intrants pour la relance de l'agriculture et la réhabilitation d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène, adaptés au contexte et aux besoins de chaque pays.

La réponse a été renforcée par la collaboration de 21 partenaires, au nombre desquels figurent des gouvernements nationaux, des agences gouvernementales, des ONG internationales, ainsi que des agences des Nations Unies, qui ont joué un rôle essentiel dans la prestation, la coordination et le suivi des services. Leur implication a permis d'assurer la cohérence entre les différents secteurs et d'améliorer la portée et la cohérence des interventions.

CHIFFRES CLÉS



Utilisation des fonds

Le financement a joué un rôle très important dans la détermination de la portée et du succès de ces interventions. Au total, un montant de 8,4 millions de dollars américains a été alloué à la réponse aux inondations et sur ce montant 74% ont été décaissés, soit environ 6,25 millions de dollars américains perçus par les pays participants.

Des États membres tels que le Bénin, Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone, la Gambie et le Togo ont déclaré avoir utilisé l'intégralité de leurs allocations respectives, soit 100%. Ce taux d'utilisation atteste d'une forte absorption financière et d'une utilisation efficace des ressources dans la mise en œuvre des efforts de réponse aux inondations.

Toutefois, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal n'ont pas reçu de décaissements du fait de retards accusés dans la soumission des propositions et des documents requis. En conséquence, leurs allocations combinées sont restées inutilisées.

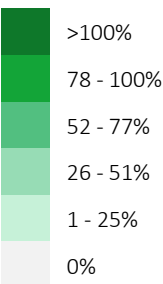
En ce qui concerne la réponse alimentaire et nutritionnelle, un montant total de 1,82 million de dollars américains a été alloué, dont 100% ont été décaissés.

L'ensemble des États membres, à savoir Cabo Verde, le Libéria, la Sierra Leone, la Gambie et le Togo, a déclaré un taux de décaissement et d'utilisation de 100%, ce qui témoigne d'une forte adéquation entre le financement et la mise en œuvre des activités dans le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

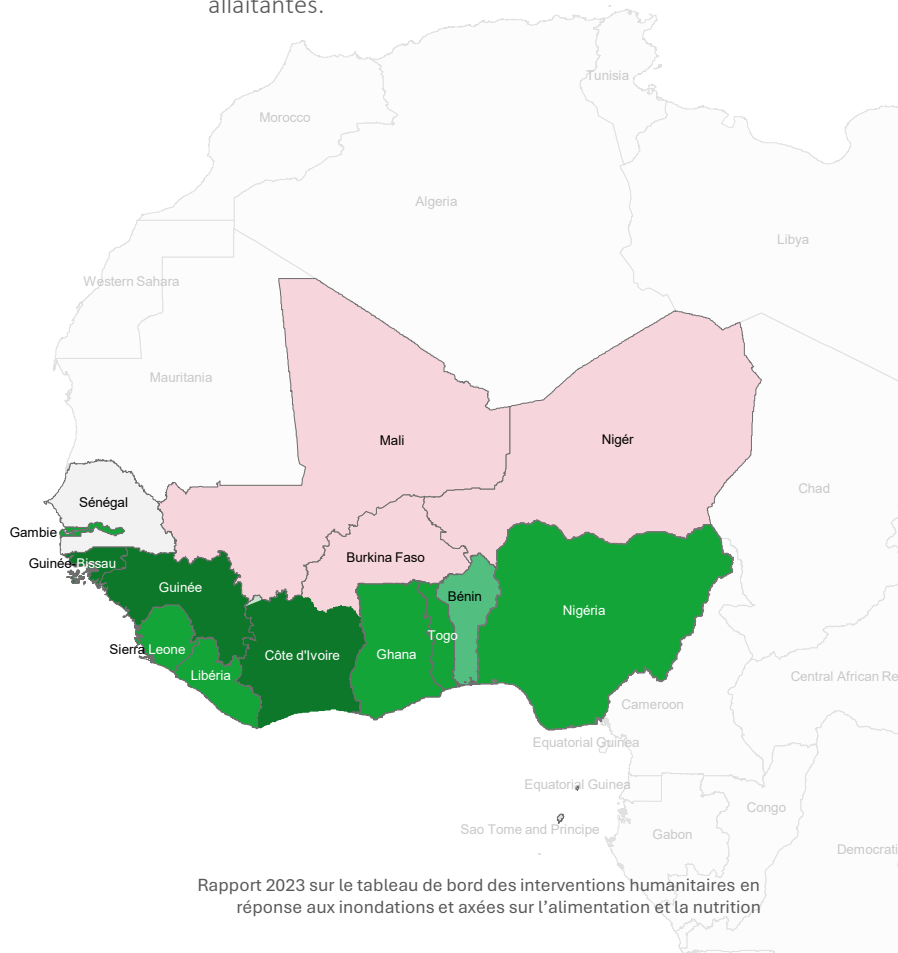
Aperçu de la réponse

Les inondations et la crise alimentaire de 2022 ont déclenché une réponse régionale de la CEDEAO visant à faire face tant aux besoins d'urgence qu'aux besoins nutritionnels essentiels. Le volet « alimentation et nutrition » de l'intervention a ciblé environ 70 000 personnes dans les régions touchées par les inondations, en mettant l'accent sur l'amélioration des résultats nutritionnels des personnes vulnérables, en particulier les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ou allaitantes.

Pourcentage de personnes atteintes



Cap-Vert



Cinq (5) pays ont soumis des données sur la mise en œuvre des interventions axées sur l'alimentation et la nutrition. Ce sont : Cap-Vert, le Libéria, la Sierra Leone, la Gambie et le Togo. Parmi ceux-ci, Cap-Vert et le Libéria ont réalisé l'intégralité de leurs objectifs respectifs, avec 1 000 et 2 000 bénéficiaires. La Sierra Leone a atteint 68% de son objectif, le Togo 82% et la Gambie 53%. Ces interventions comprenaient la distribution d'aliments enrichis, l'éducation nutritionnelle et la promotion de l'hygiène.

En ce qui concerne la réponse aux inondations, onze (11) pays ont fait état de progrès dans la mise en œuvre. Il s'agit du Bénin, de Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée-Bissau, de la Guinée, du Libéria, du Nigéria, de la Sierra Leone, de la Gambie et du Togo. Il convient de noter que des pays tels que la Côte d'Ivoire (149%), la Guinée-Bissau (385%), la Guinée (112%), Cabo Verde (102%) et la Gambie (161%) ont excédé leurs objectifs prévisionnels. D'autres, dont le Ghana, le Libéria, la Sierra Leone, le Nigéria (90%), le Togo (92%) et le Bénin (73%), ont fait montre d'efficacité dans leur action en dépit de la limitation des ressources. En revanche, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal n'ont pas mené d'activités de réponse aux inondations pour cause de non soumission de propositions. Ils n'ont en conséquence pas reçu de financements.

Certes ces résultats laissent transparaître un impact significatif, mais il importe de relever que le

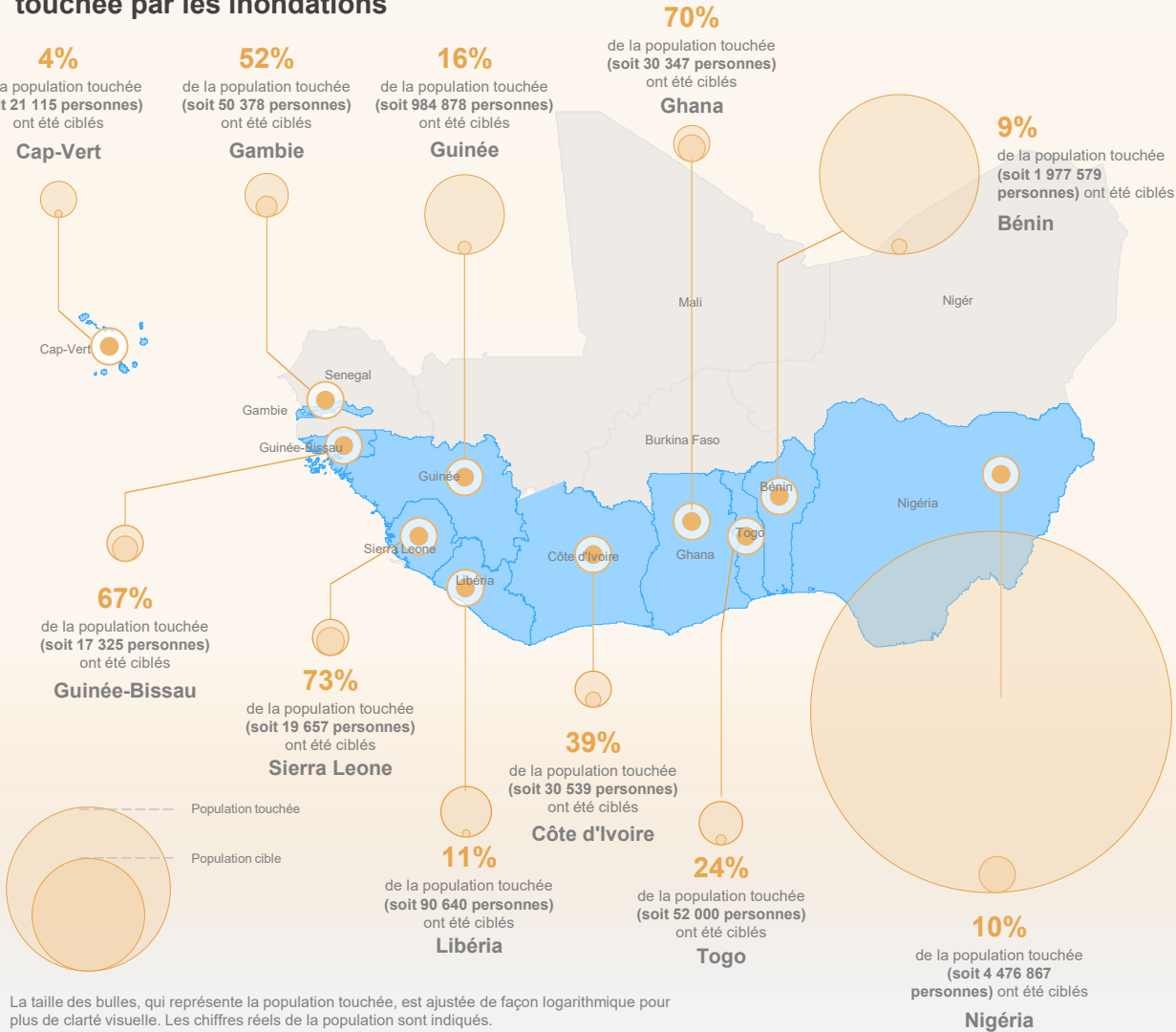
nombre total de bénéficiaires ciblés ne représentait qu'une fraction de la population totale touchée par la crise. Cette portée limitée est imputable essentiellement à des contraintes budgétaires et non à l'absence de besoins. Ce constat souligne la nécessité urgente d'un financement accru et durable afin d'étendre la couverture aux personnes non encore touchées.

Les failles au niveau de la communication des données et de l'utilisation des ressources mettent en exergue des défis systémiques plus larges dans la réponse aux besoins des populations touchées par les inondations en Afrique de l'Ouest. Si plusieurs pays ont fait preuve d'une réponse coordonnée et efficace, l'effort régional a, lui, été entravé par l'inégalité de la couverture inégale, la limitation du financement et la fragmentation des mécanismes de coordination. Bien que le soutien de la CEDEAO ait déclenché des mesures initiales rapides, l'ampleur et la complexité de la crise ont submergé les capacités existantes, laissant des millions de personnes sans assistance adéquate.

À l'avenir, il est urgent de renforcer les systèmes de collecte rapide et opportune des données, d'améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources et de favoriser la collaboration régionale. Ces mesures seront essentielles pour améliorer la rapidité, la portée et l'efficacité globale des futures interventions humanitaires dans toute la région.

INTERVENTIONS EN RÉPONSE AUX INONDATIONS: RÉPONSE DES ÉTATS MEMBRES ET PORTÉE

Pourcentage ciblé de la population touchée par les inondations



Source: États membres

La CEDEAO et ses États membres ont rapidement mené des actions humanitaires vitales, adaptées aux besoins et au contexte des communautés touchées. Ces interventions en réponse aux inondations ont varié d'un pays à l'autre. Elles ont toutefois toutes répondu à un objectif commun, à savoir : protéger des vies, restaurer la dignité et aider les communautés à se reconstruire au sortir de la crise.

Dans plusieurs États membres, des interventions en espèces (CBI) ont été entreprises, permettant de

réaliser un impact notable. Dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Ghana, les ménages touchés ont reçu des transferts monétaires inconditionnels, ce qui leur a permis de prendre des décisions immédiates concernant leur logement, leur alimentation et le relèvement de leur foyer. Cette approche a redonné aux personnes touchées un impératif d'agir vite et stimulé les économies locales en accroissant le pouvoir d'achat au sein des communautés.

Au Bénin, au Nigéria et en Gambie, les

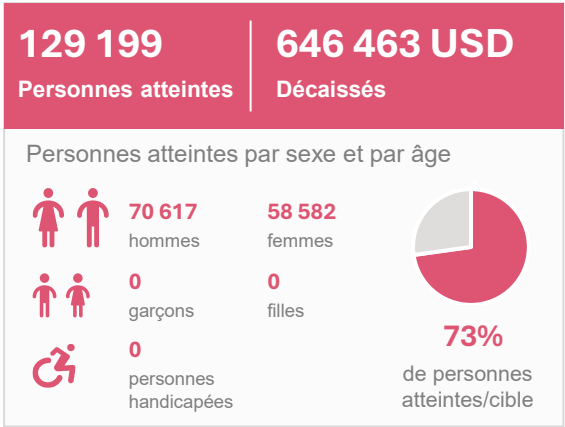
interventions ont accordé la priorité à l'aide en nature, à travers la distribution de denrées alimentaires et d'articles non alimentaires essentiels (ANA). Il s'est agi, notamment, d'ustensiles de cuisine, de nattes, de trousse d'hygiène, de vêtements et de récipients pour l'eau potable. La fourniture rapide de ces articles a contribué à stabiliser les ménages, en particulier ceux qui avaient été temporairement déplacés par les inondations.

Au-delà des secours d'urgence, les interventions menées dans des pays tels que la Guinée et le Togo ont compris la réhabilitation et la construction d'établissements scolaires ainsi que la réalisation d'installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, notamment des forages et des latrines. Ces efforts déployés dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) ont été essentiels pour réduire le risque de maladies hydriques, en particulier dans les zones rurales sujettes à inondation où l'accès à l'eau potable était compromis.

En Sierra Leone, les interventions ont également comporté l'éducation à la réduction des risques et la sensibilisation des communautés, en encourageant des pratiques d'hygiène sûres et en améliorant la préparation aux catastrophes futures. Ces sessions, souvent animées par des volontaires locaux formés, ont non seulement renforcé la résilience des ménages, mais ont également favorisé la confiance et la participation au sein des communautés.

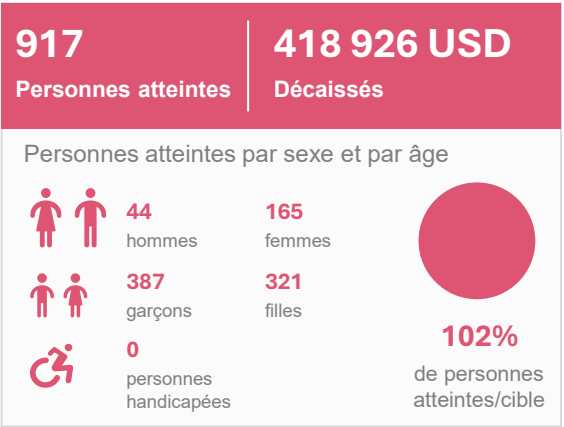
Prises ensemble, les interventions menées dans les États membres de la CEDEAO en réponse aux inondations ont constitué une réponse diversifiée mais coordonnée, qui a permis d'apporter une aide rapide, de restaurer la dignité et de jeter les bases d'un relèvement à plus long terme. Que ce soit par le biais d'aides financières, de constructions ou de fournitures essentielles, ces efforts ont eu un impact réel sur la reconstruction de milliers de familles après les inondations.

INTERVENTIONS EN RÉPONSE AUX INONDATIONS: APERÇU DES RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES ET DE LEUR PORTÉE



La réponse aux inondations au Bénin a permis de venir en aide à 129 199 personnes, soit 73% de l'objectif fixé, grâce au décaissement de 646 463 dollars américains. Cette intervention a permis de fournir une aide d'urgence aux populations touchées, en particulier aux adultes des deux sexes, et de répondre aux besoins immédiats après les inondations. L'opération a contribué au rétablissement des moyens de subsistance, à l'amélioration de l'accès aux produits de première nécessité et à l'allègement du fardeau des ménages vulnérables dans les zones touchées par les inondations.

L'intervention a considérablement favorisé la stabilité des communautés et permis de renforcer leur résilience grâce à la fourniture rapide d'aide. La coordination avec les acteurs locaux et les partenaires d'exécution a facilité la mise en œuvre efficace des interventions, contribuant ainsi à combler les lacunes en matière de couverture humanitaire et à promouvoir un relèvement rapide chez les populations touchées.

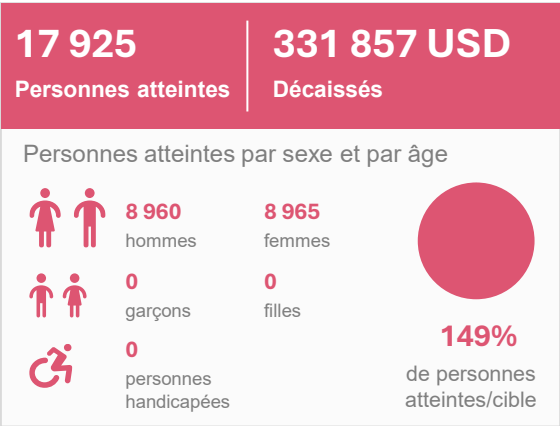


L'intervention de Cap-Vert en réponse aux inondations a permis d'atteindre 102% des bénéficiaires prévus, aidant 917 personnes alors que l'objectif était de 895. Ce résultat a été obtenu grâce au décaissement rapide de 418 926 dollars américains d'aide d'urgence, ce qui a facilité les efforts de secours et de relèvement immédiats pour les ménages touchés.

L'intervention a largement contribué à la reconstruction des habitations, au rétablissement des services essentiels et au renforcement de la résilience locale. Les principales constatations laissent transparaître que la réponse a eu une incidence positive sur l'économie locale et les moyens de subsistance des bénéficiaires, garantissant un retour plus rapide à la stabilité.

La coordination efficace avec les collectivités locales et les partenaires d'exécution a joué un rôle crucial dans le succès de l'intervention, en garantissant l'acheminement efficace de l'aide vers les personnes dans le besoin.

Côte d'Ivoire



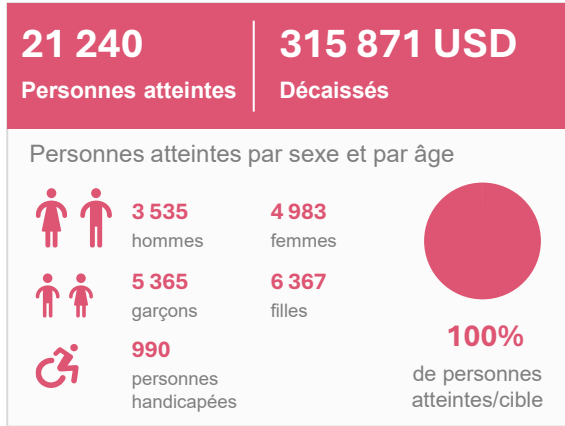
Le programme d'intervention en réponse aux inondations en Côte d'Ivoire a largement excédé ses objectifs initiaux, réalisant un taux de couverture impressionnant de 149% de la population bénéficiaire visée. Ciblait initialement 12 000 personnes, le programme a permis de venir en aide à 17 925 personnes, excédant ainsi les attentes et démontrant l'efficacité et la pertinence des mesures mises en œuvre. Ce succès remarquable est en grande partie attribuable à la distribution efficace des transferts monétaires, chaque ménage ayant reçu 50 000 FCFA. Ces fonds ont permis aux familles de répondre à des besoins urgents, tels que la reconstruction d'habitations endommagées, la relance des activités agricoles et la satisfaction d'autres priorités essentielles des ménages et en matière de moyens de subsistance.

L'intervention a été mise en œuvre sur une période de six mois, les opérations étant concentrées dans les régions d'Adzopé, de Tiébissou et de Bouaflé. Ces zones ont été parmi les plus touchées par les inondations de 2022 et ont été sélectionnées sur la base d'évaluations de vulnérabilité et en coordination avec les collectivités locales. L'octroi d'une aide financière inconditionnelle s'est avéré particulièrement efficace pour permettre aux ménages de mener des actions en toute autonomie en vue de répondre à leurs besoins spécifiques en matière de relèvement, tout en injectant des liquidités indispensables dans les marchés locaux.

D'un point de vue financier, la Côte d'Ivoire a pleinement utilisé les fonds qui lui ont été alloués,

déboursant 100% des 331 857 dollars américains fournis dans le cadre du mécanisme régional de réponse de la CEDEAO. Ce taux d'utilisation élevé a permis de garantir l'affectation de toutes les ressources disponibles à la fourniture d'une aide humanitaire rapide et efficace.

Ghana



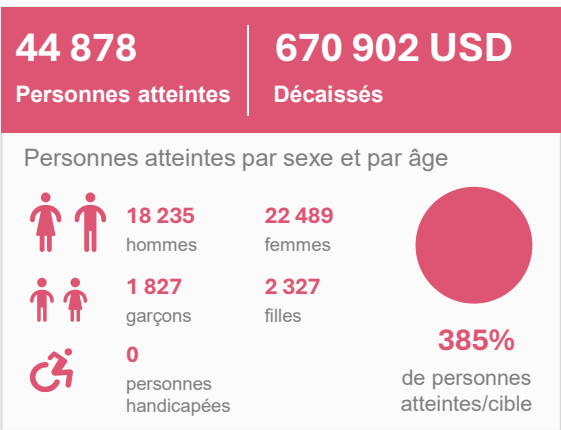
L'initiative de réponse aux inondations du Ghana a été mise en œuvre efficacement, atteignant 100% de son objectif, avec 21 240 personnes touchées contre un objectif initial de 21 242. Cette couverture quasi-totale reflète la précision de la planification et de la mise en œuvre qui ont guidé l'opération. L'intervention a porté principalement sur la distribution de denrées alimentaires et d'articles non alimentaires, qui a joué un rôle essentiel dans la stabilisation des ménages vulnérables touchés par les inondations de 2022. Ces produits de secours étaient composés de denrées alimentaires de première nécessité et de produits ménagers de base qui ont permis de répondre aux besoins urgents des familles touchées par les inondations, leur permettant de se relever dans la dignité et la sécurité.

L'intervention a porté principalement sur les municipalités de Nsawam Adoagyiri et Ga West, deux des zones les plus touchées. Mise en œuvre sur une période de six mois, elle a apporté une aide rapide, réduisant ainsi le risque de déplacement prolongé et la dégradation des conditions de vie. Dans de nombreuses communautés, cette aide a été la première aide structurée reçue après la catastrophe, comblant ainsi une lacune importante

dans la réponse humanitaire.

Sur le plan financier, le Ghana s’est vu allouer 315 896 dollars américains, qui ont été entièrement utilisés dans le cadre du projet. Cette absorption financière à 100% témoigne à la fois de la forte demande d’aide et de la solide capacité administrative du pays à gérer efficacement les ressources et à réaliser un impact dans un délai limité.

 Guinée-Bissau



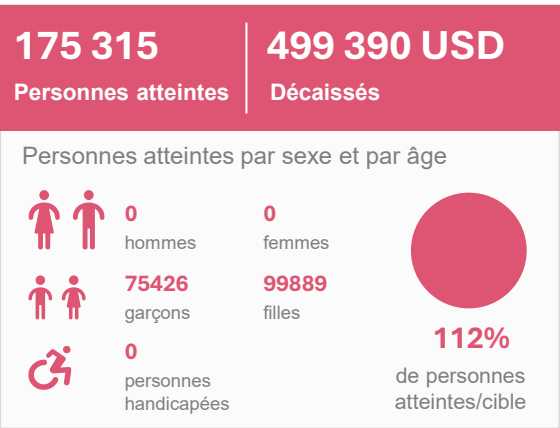
La réponse à l’inondation en Guinée-Bissau a largement excédé les attentes, atteignant le chiffre exceptionnel de 44 878 personnes, soit 385% de l’objectif initial de 11 650 bénéficiaires. Ce dépassement extraordinaire illustre aussi bien l’ampleur des besoins non satisfaits dans les communautés touchées que la réactivité de l’intervention pour s’adapter à l’évolution de la situation sur le terrain. L’intervention a porté principalement sur les transferts monétaires et l’aide au logement, permettant aux ménages de rebâtir leur vie et de faire face avec souplesse et autonomie aux priorités urgentes après la catastrophe.

Mise en œuvre sur une période de huit mois, l’intervention a couvert plusieurs régions touchées par les inondations, ciblant les communautés qui avaient subi d’importants dommages infrastructurels et des perturbations de leurs moyens de subsistance. Le recours à des transferts monétaires inconditionnels a permis aux bénéficiaires d’adapter leurs plans de relèvement

en fonction des besoins individuels des ménages, qu’il s’agisse de nourriture, de logement, de soins de santé ou de rétablissement d’activités génératrices de revenus, renforçant ainsi l’impact et la pertinence de l’aide.

D’un point de vue financier, la Guinée-Bissau a pleinement utilisé les fonds qui lui ont été alloués, soit 670 902 dollars américains, en veillant à ce que toutes les ressources disponibles soient affectées à une aide rapide et à fort impact. Cette absorption intégrale des fonds témoigne de l’efficacité opérationnelle et de la forte capacité de mise en œuvre du pays, au regard notamment des défis

 Guinée



En Guinée, l’intervention d’urgence en réponse aux inondations a été très efficace, excédant son objectif initial en touchant 175 315 personnes, soit 112% des 119 852 bénéficiaires prévus. Ce dépassement reflète la capacité d’adaptation et la réactivité du programme aux besoins des communautés dans un contexte post-catastrophe en constante évolution. L’intervention s’est principalement concentrée sur les transferts monétaires inconditionnels, les activités de promotion de l’hygiène et un soutien limité à la relance agricole afin de stabiliser les moyens de subsistance et de renforcer la résilience dans les zones touchées par les inondations.

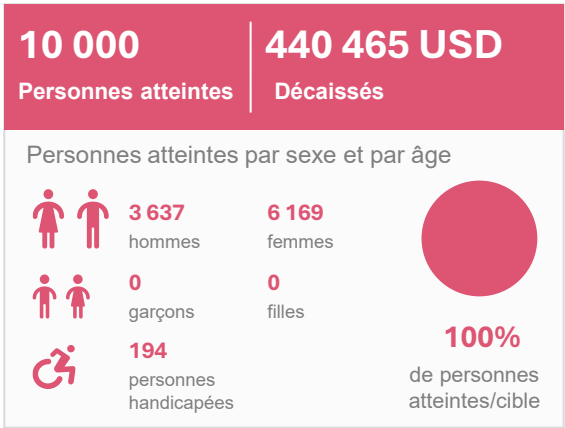
Sur une période de mise en œuvre de six mois, le programme visait à satisfaire les besoins humanitaires immédiats et à jeter les bases du relèvement. L’aide en espèces a permis aux

ménages de prendre des décisions flexibles et adaptées à leurs besoins en matière d'alimentation, de logement et de produits de première nécessité. Les campagnes de promotion de l'hygiène ont contribué à réduire le risque de maladies hydriques, qui connaissent souvent une recrudescence après les inondations. En outre, un certain nombre de ménages agricoles triés sur le volet ont reçu une aide en intrants pour reprendre la production alimentaire à petite échelle.

Malgré le succès du programme, il s'est posé plusieurs écueils opérationnels. En effet, les difficultés logistiques pour accéder aux zones reculées ou gravement touchées et la limitation du financement par rapport à l'ampleur des besoins ont restreint la couverture et la mise en œuvre. Toutefois, ces écueils ont été partiellement surmontés grâce à des partenariats solides avec les agences locales, les organisations communautaires et les autorités régionales, qui ont joué un rôle crucial dans l'identification des bénéficiaires, la sensibilisation des communautés et la distribution dans le dernier kilomètre.

D'un point de vue financier, la Guinée a fait preuve d'une bonne gestion du programme en utilisant la totalité des 499 390 dollars américains qui lui avaient été alloués, garantissant ainsi que chaque dollar contribue directement à soutenir les populations vulnérables. Cette absorption intégrale des fonds témoigne de l'efficacité de la coordination, de la planification financière et de la responsabilité au sein du cadre d'intervention.

 Liberia



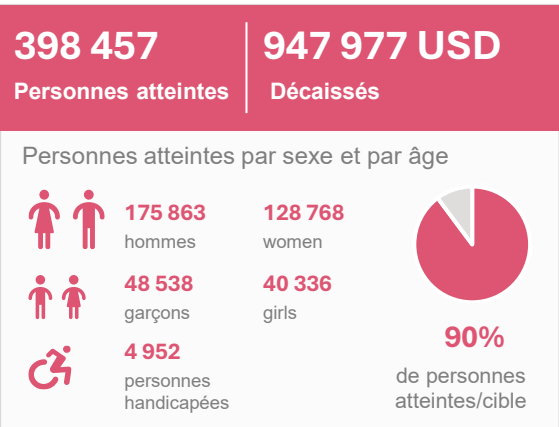
La réponse aux inondations au Libéria, bien que mise en œuvre dans des conditions difficiles, a permis d'atteindre 100% de la population ciblée et d'apporter une aide à 10 000 personnes vulnérables. L'intervention a accordé la priorité aux transferts monétaires et à une distribution limitée de nourriture, dans le but d'atténuer l'impact immédiat des inondations de 2022 sur les communautés les plus touchées. Les opérations principales ont été menées dans les comtés de Montserrado et Margibi, qui ont connu d'importantes inondations et déplacements de population.

L'approche de transferts monétaires a permis aux bénéficiaires de répondre à diverses priorités familiales, telles que l'achat de nourriture, le remplacement d'articles essentiels ou la recherche d'un abri temporaire. Cette flexibilité était particulièrement cruciale dans un contexte où les besoins variaient considérablement et où les programmes d'aide classiques ne permettaient pas de faire face à l'ensemble des difficultés rencontrées par les familles touchées.

Malgré des obstacles opérationnels, notamment des contraintes logistiques, la limitation des ressources et l'ampleur des dégâts, le programme a été mis en œuvre efficacement sur une période de six mois. Le Libéria a utilisé la totalité des fonds qui lui ont été alloués, soit 440 465 dollars américains, signe fort d'une bonne gestion financière et de rigueur dans l'exécution du programme.

Le déploiement efficace des ressources a permis de maximiser la portée de l'aide et de faire en sorte qu'aucun fonds ne soit laissé inutilisé pendant cette phase d'intervention d'urgence.

Nigéria



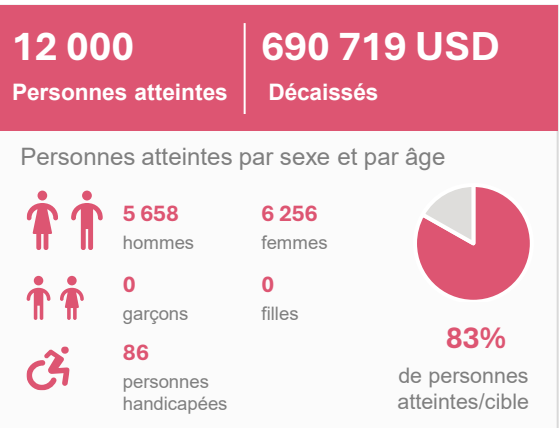
Le programme d'intervention en réponse aux inondations au Nigéria a réalisé des progrès considérables dans la distribution de l'aide aux communautés touchées, atteignant 398 457 personnes, soit 90% des 443 657 personnes ciblées dans le cadre de l'intervention, sur un objectif national plus large de plus de 3,2 millions de personnes touchées par les inondations de 2022. L'ampleur de la catastrophe a représenté un défi opérationnel considérable compte tenu, en particulier, de la vaste étendue géographique du pays et de la diversité des besoins à l'échelle nationale.

La réponse a porté principalement sur la distribution de denrées alimentaires et de produits non alimentaires, notamment des articles de première nécessité tels que des ustensiles de cuisine, de la literie, des produits d'hygiène et des rations alimentaires. En outre, le programme a soutenu la construction de forages dans les zones touchées par les inondations afin de rétablir l'accès à l'eau potable et de répondre aux besoins émergents en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Au nombre des principales zones d'intervention figuraient notamment les États d'Adamawa et de Kogi, sélectionnés en raison de leur niveau élevé de vulnérabilité et de l'impact

des inondations.

Malgré l'ampleur des besoins humanitaires, le Nigéria a dépassé son plafond financier, en utilisant 105% des 906 205 dollars américains alloués, ce qui correspond à un dépassement de 41 772 dollars américains. Ce dépassement reflète l'urgence et l'ampleur de la situation et met en exergue la capacité du pays à absorber et à déployer efficacement les ressources en réponse aux situations d'urgence.

Sierra Leone



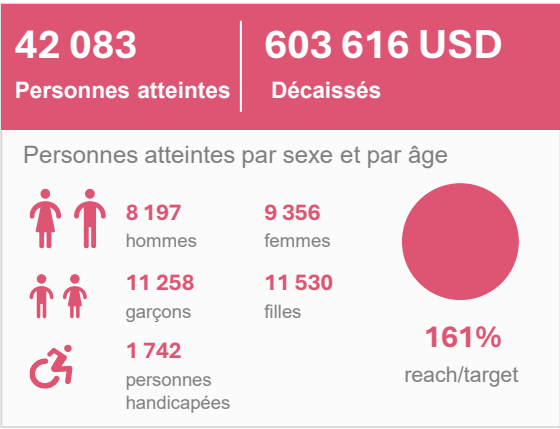
L'intervention de la Sierra Leone en réponse aux inondations a permis de réaliser des progrès notables dans l'aide aux communautés touchées, permettant d'atteindre 12 000 personnes, soit 83% de l'objectif initial de 14 422 bénéficiaires. Le programme a été conçu pour répondre aux besoins urgents des ménages touchés par les inondations tout en posant les jalons d'une résilience communautaire à long terme grâce à une combinaison de transferts monétaires, de promotion de l'hygiène et de formation à la réduction des risques de catastrophe (RRC).

L'intervention, qui a duré six mois, s'est concentrée aussi bien sur l'aide d'urgence que sur des stratégies tournées vers l'avenir. Les transferts monétaires inconditionnels ont permis aux ménages de faire face à diverses priorités, telles que l'achat de nourriture, le remplacement des biens ménagers perdus ou la couverture d'autres besoins essentiels. Concomitamment, des

campagnes de promotion de l'hygiène ont contribué à prévenir les maladies hydriques, tandis que des formations en réduction de risques de catastrophe ont amélioré la préparation des communautés à de futures catastrophes.

Sur le plan financier, la Sierra Leone a utilisé l'intégralité des 690 719 dollars américains qui lui ont été alloués, ce qui témoigne d'une planification efficace et d'une gestion efficiente des fonds. L'absorption efficace des ressources disponibles a permis de maximiser l'aide dans les délais impartis et contribué à maintenir la dynamique tout au long du cycle d'intervention.

 Gambie



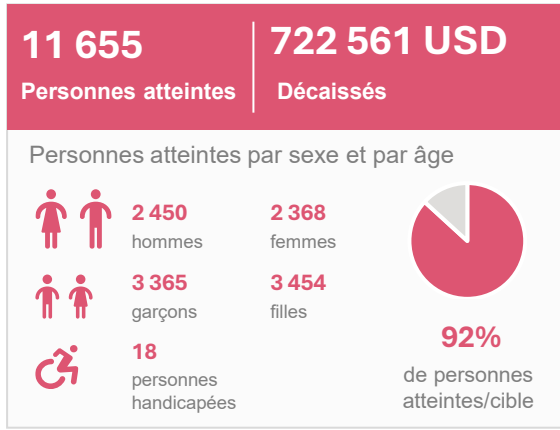
L'intervention visait 2 650 ménages, mais a excédé son objectif en touchant 3 000 ménages, réalisant ainsi 161% de son objectif initial. Ce résultat a été rendu possible grâce à des économies réalisées sur les frais des prestataires de services financiers, qui ont permis à 350 ménages supplémentaires de bénéficier de transferts en espèces. Malgré des défis importants, notamment des contraintes logistiques et des inondations saisonnières, le projet a réussi à distribuer un total de 386 292,48 dollars (27 millions de GMD) aux ménages touchés par les inondations. Chaque famille a reçu 9 000 GMD (environ 155 dollars) en trois versements, ce qui leur a permis de subvenir à leurs besoins essentiels, tels que la nourriture, les articles d'hygiène et les produits ménagers.

En outre, 2 650 ménages ont reçu des kits WASH contenant des produits d'hygiène tels que des

serviettes hygiéniques réutilisables, du savon liquide, des brosses à dents et des récipients à eau. Des séances de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement ont touché 178 personnes membres de la communauté, avec une formation supplémentaire distincte pour les hommes et les femmes qui a réuni 185 participants.

Des kits WASH contenant des produits d'hygiène tels que des serviettes hygiéniques réutilisables, du savon liquide, des brosses à dents et des récipients à eau ont été. Des séances de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement ont touché 178 membres de la communauté et une formation supplémentaire distincte pour les hommes et les femmes a réuni 185 participants.

 Togo



L'initiative de réponse aux inondations au Togo a touché 11 655 personnes, soit 92% des 12 675 bénéficiaires prévus. Malgré des retards accusés dans la phase de mise en œuvre, l'intervention a permis d'utiliser la totalité des 722 561 dollars américains alloués, ce qui témoigne d'une gestion efficace des fonds et d'une collaboration étroite entre l'Agence nationale de protection civile (ANPC), le PAM et les autorités locales.

Initialement prévue pour débuter en juillet 2023, l'intervention a pris du retard du fait de la longueur des procédures administratives. Elle a été officiellement lancée en mars 2024 à la suite d'un accord tripartite entre le Gouvernement togolais, la CEDEAO et le PAM. Une fois lancé, le projet a progressé régulièrement, en mettant l'accent sur

les communautés vulnérables des régions Maritime, des Plateaux, du Centre, de Kara et de la Savane.

Du fait des restrictions gouvernementales de l'utilisation des transferts monétaires à des fins d'aide humanitaire, l'aide financière prévue a été réorientée vers l'achat et la distribution d'articles non alimentaires (ANA). Il s'est agi, notamment, de nattes, de couvertures, d'ustensiles de cuisine, de lampes torches et de trousse de hygiène, afin de garantir la réception par les ménages d'une aide significative adaptée à leurs besoins immédiats. La distribution de denrées alimentaires a complété cette aide en fournissant des produits de base tels que du maïs, des haricots, de l'huile végétale, du sel iodé et du CSB+ (Mélange maïs-soja Plus).

Outre l'aide alimentaire et non alimentaire, le projet a soutenu une série d'initiatives de renforcement des capacités et de la résilience. Les coopératives de femmes dans les zones inondables ont été formées à des activités génératrices de revenus, telles que la fabrication de savon et la production de fourneaux améliorés, et ont reçu des kits de démarrage. Des artisans ont également été formés à la construction de logements résilients à partir de matériaux locaux.

D'autres interventions au niveau communautaire ont notamment consisté à :

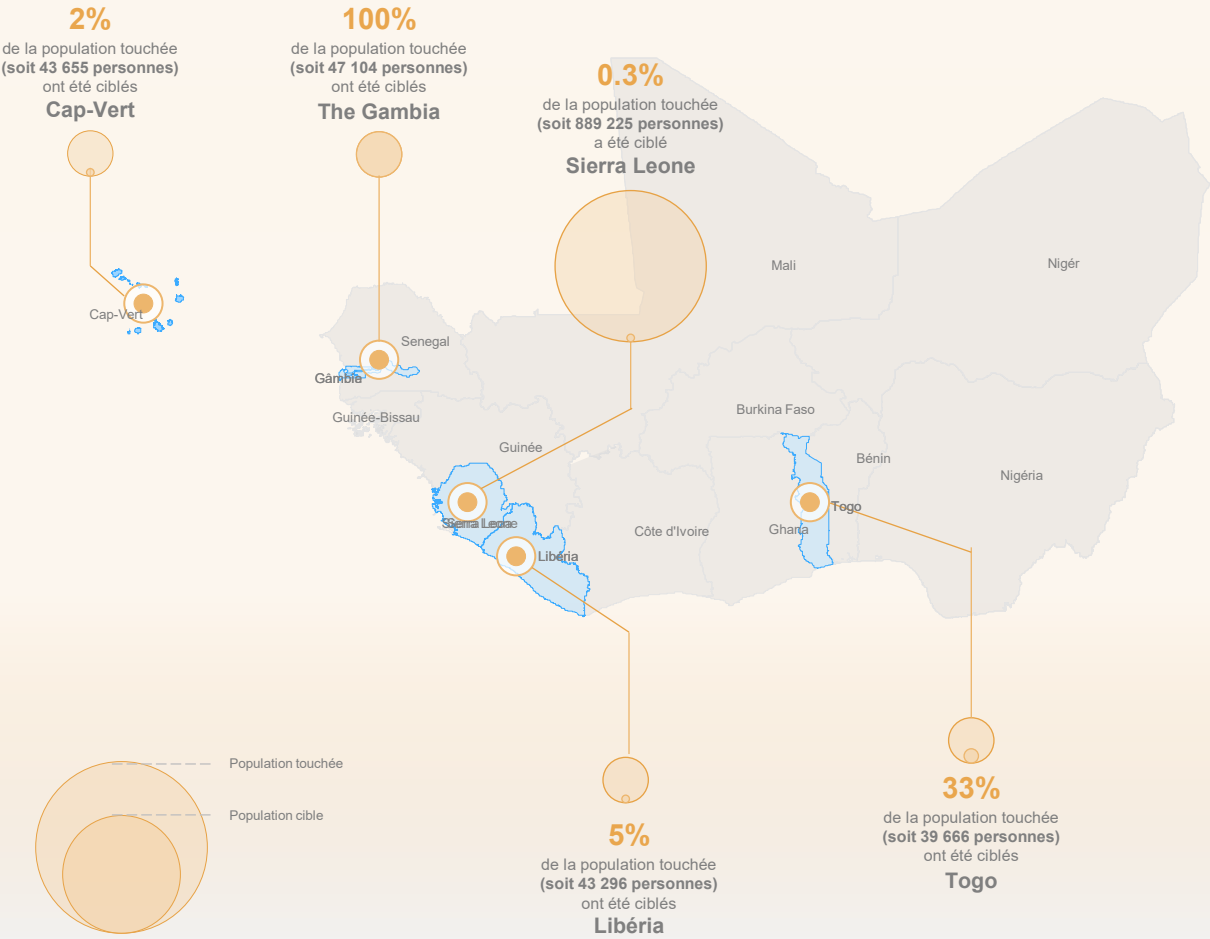
- Désinfecter plus de 500 sites inondables et à distribuer des comprimés de chlore;
- Apporter un soutien à 20 organisations communautaires pour mener des activités de résilience telles que le reboisement, l'entretien des infrastructures sanitaires et des campagnes locales de réduction des risques; et
- Préparer des services de labour et de soutien agricole aux agriculteurs vulnérables afin d'améliorer la production alimentaire et la résilience des ménages.

Les bénéficiaires se sont déclarés très satisfaits des interventions, qui ont été conçues avec la participation des dirigeants locaux et des acteurs communautaires afin de garantir leur pertinence et leur caractère inclusif. Si les besoins restent importants, la réponse a marqué des progrès notables dans la mise en place de voies de relèvement et le renforcement des capacités des communautés à résister aux chocs futurs.

Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et la Gambie se sont distingués par des résultats nettement supérieurs aux objectifs fixés. En revanche, des pays, tels que le Libéria et le Nigéria ont eu des difficultés à atteindre leurs objectifs eu égard à l'ampleur des besoins et des contraintes budgétaires. Sur le plan financier, tous les pays ont fait preuve d'une utilisation efficace des budgets qui leur ont été alloués, certains allant même au-delà des allocations initiales pour faire face à des défis imprévus. Les disparités en matière de couverture soulignent la nécessité de renforcer les capacités logistiques, d'assurer un financement en temps opportun, d'effectuer un suivi régulier et de mettre en place des mécanismes d'intervention évolutifs afin de garantir une aide humanitaire équitable et efficace lors de futures situations d'urgence.

INTERVENTIONS ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES: RÉPONSE DES ÉTATS MEMBRES ET PORTÉE

Pourcentage de la population touchée par les inondations ciblé pour bénéficier d'une aide alimentaire et nutritionnelle



La taille des bulles, qui représente la population touchée, est ajustée de façon logarithmique pour plus de clarté visuelle. Les chiffres réels de la population sont indiqués.

Source: États membres

Les inondations ont aggravé les problèmes alimentaires et nutritionnels dans toute la région de la CEDEAO, en particulier pour les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes. En réponse, les États membres de la CEDEAO ont mené diverses activités axées sur la nutrition afin de répondre aux besoins urgents et de réduire le risque de malnutrition.

À Cap-Vert, au Libéria, au Togo et en Gambie, l'intervention s'est concentrée sur la distribution de céréales enrichies pour nourrissons et de

compléments nutritionnels. Ces produits ont contribué à fournir des nutriments essentiels aux jeunes enfants pendant la phase de rétablissement, réduisant ainsi le risque de malnutrition dans les zones touchées par les inondations.

En Sierra Leone, l'aide alimentaire a été couplée avec une éducation à l'agriculture sensible à la nutrition. Les ménages, en particulier les femmes, ont appris à cultiver et à préparer des repas plus variés et plus sains à partir de produits locaux.

Cette approche a contribué à promouvoir de meilleures habitudes alimentaires et à renforcer la sécurité alimentaire à long terme.

Au Libéria et au Togo, l'intervention est allée plus loin en incluant des campagnes de sensibilisation et la formation des pourvoyeurs de soins aux enfants. Ces sessions, souvent animées par des agents de santé locaux, ont appris aux familles comment nourrir correctement les nourrissons, adopter de bonnes pratiques d'hygiène et préparer des repas sains et nutritifs. Les mères et les pourvoyeurs de soins aux enfants ont également appris à détecter les premiers signes de malnutrition et à prendre en charge la malnutrition aiguë sévère (MAS) à domicile ou dans les établissements de santé locaux.

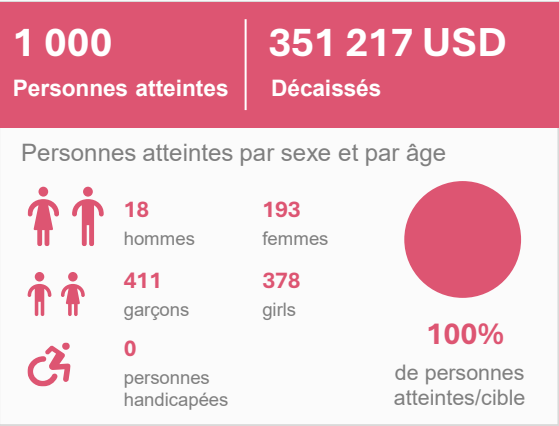
Au Togo, les agriculteurs ont reçu une formation sur les méthodes agricoles améliorées et des engrais ainsi que des semences pour soutenir la production alimentaire dans leurs communautés.

L'un des principaux atouts de cette intervention a été le recours à la sensibilisation communautaire. En collaborant étroitement avec les équipes sanitaires locales, les ONG et les dirigeants communautaires, les programmes ont atteint même les populations les plus isolées et les plus vulnérables. Cette approche locale a contribué à renforcer la confiance, la participation et l'impact global des interventions.

Dans l'ensemble, la réponse alimentaire et nutritionnelle a démontré que la combinaison de l'aide alimentaire, de l'éducation et de la participation des communautés locales permet d'obtenir des résultats plus solides et plus durables. Il ne s'agissait pas seulement de fournir de la nourriture, mais aussi d'aider les communautés à se relever, à renforcer leurs capacités et à rester en bonne santé. En renforçant les connaissances locales et en s'attaquant aux causes de l'insécurité alimentaire, les interventions ont véritablement changé la vie des personnes les plus touchées par les inondations.

INTERVENTION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE: RÉPONSE DES ÉTATS MEMBRES ET PORTÉE

Cap-Vert

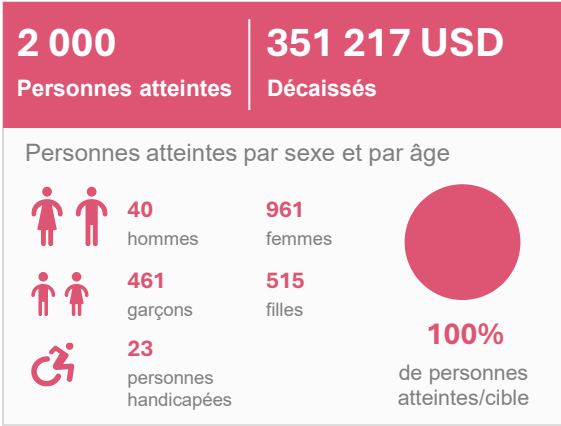


La réponse alimentaire et nutritionnelle de Cabo Verde a permis d’atteindre 1 000 bénéficiaires, soit 100% de l’objectif fixé. Au total, un montant de 351 217 dollars américains a été versé pour soutenir les ménages touchés par l’insécurité alimentaire et garantir leur accès à une alimentation essentielle. L’intervention s’est attelée principalement à fournir une aide directe aux groupes vulnérables, notamment les enfants et les femmes, au nombre desquels on dénombrait 411 garçons et 378 filles.

Cette intervention a eu un impact positif sur les économies locales et les moyens de subsistance des bénéficiaires, l’aide financière ayant permis aux familles d’acheter des aliments nutritifs et de stabiliser leur apport alimentaire. L’initiative a également renforcé la résilience des communautés en promouvant des stratégies d’accès durable à la nourriture.

Le programme a été mis en œuvre en collaboration avec des partenaires locaux, ce qui a permis d’assurer une distribution et un suivi efficaces afin d’en maximiser l’impact. La mise en œuvre réussie de cette initiative souligne l’importance d’une aide alimentaire ciblée pour relever les défis nutritionnels dans les régions touchées par des catastrophes.

Libéria



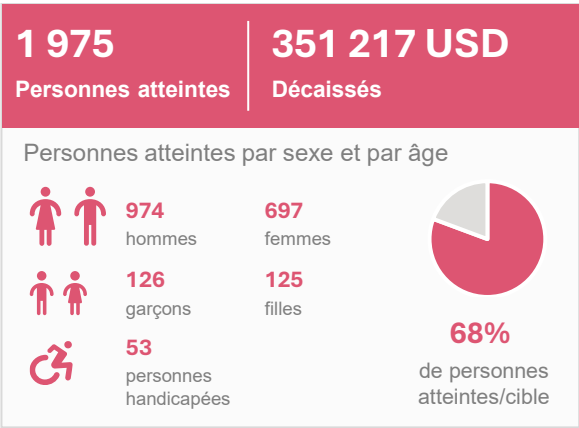
L’intervention alimentaire et nutritionnelle au Libéria s’est directement attaquée aux problèmes urgents de malnutrition et d’insécurité alimentaire dans les rangs des populations vulnérables dans les régions touchées par les inondations. Exécuté entre mars et septembre 2024, le programme s’est concentré sur le district de Todee, dans le comté rural de Montserrado, une zone gravement touchée par les inondations et caractérisée par des niveaux élevés de vulnérabilité nutritionnelle, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans.

L’initiative a ciblé 2 000 ménages, auxquels ont été distribués des céréales enrichies pour nourrissons pour répondre aux besoins alimentaires des jeunes enfants. Au total, 1 970 enfants de moins de cinq ans ont bénéficié de cette distribution alimentaire ciblée, qui a contribué à combler les carences nutritionnelles immédiates et à prévenir une détérioration supplémentaire de l’état de santé. En outre, le programme a comporté un volet important d’éducation nutritionnelle, qui a permis à 30 participants au programme de formation communautaire en nutrition et agriculture (CBNAT) d’acquérir des connaissances essentielles sur l’agriculture sensible à la nutrition, les habitudes alimentaires saines et leur impact plus large sur la sécurité alimentaire des ménages.

Sur le plan financier, le Libéria a utilisé la totalité de l’enveloppe de 351 217 dollars américains qui lui avait été allouée, démontrant ainsi l’efficacité dans l’utilisation des fonds. Le programme a été mis en

œuvre en collaboration avec Welthungerhilfe et les autorités sanitaires locales. Il avait pour principaux objectifs d'améliorer la nutrition des enfants, de stabiliser la sécurité alimentaire et de doter les pourvoyeurs de soins aux enfants de connaissances sur les pratiques nutritionnelles durables. Des écueils, tels que les retards dans les décaissements et les difficultés pour atteindre les zones reculées, ont mis en évidence la nécessité de renforcer les capacités logistiques en vue des interventions futures. Malgré sa faible portée, le programme a permis d'améliorer l'état nutritionnel d'enfants comme Mary Kolleh, démontrant ainsi l'impact transformateur d'une aide alimentaire ciblée.

Sierra Leone



La réponse alimentaire et nutritionnelle en Sierra Leone a permis de venir en aide à 1 975 personnes, soit 51% de l'objectif visé de 2 903 bénéficiaires. L'intervention a été mise en œuvre dans les districts de Moyamba, Kambia et Bonthe, combinant une aide en espèces, des activités de travail contre rémunération et des intrants agricoles afin de stabiliser les ménages vulnérables et de soutenir la reprise de la production alimentaire dans les zones touchées par les inondations.

À Moyamba, l'initiative de transferts monétaires sous forme d'approches « travail contre rémunération » a été mise en œuvre avec succès, atteignant 466 personnes touchées et leur apportant une aide opportune pour l'achat de produits de première nécessité tels que des denrées alimentaires, des articles ménagers et des

produits d'hygiène. En outre, à Bonthe et à Kambia, les bénéficiaires ont également été impliqués dans des approches similaires ainsi que dans des activités de relèvement communautaire, générant des revenus à court terme pour un total de 462 personnes (375 à Bonthe et 87 à Kambia), dont des femmes, des hommes, des jeunes et des personnes handicapées.

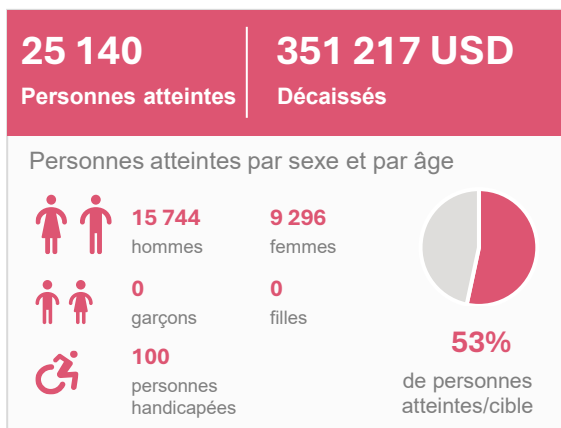
L'intervention a également compris la distribution de semences et d'engrais dans les trois districts afin de favoriser la relance agricole au niveau des ménages. Au total, 500 victimes supplémentaires des inondations ont reçu une aide financière directe et sous forme d'intrants visant à renforcer les capacités de production alimentaire et à améliorer la résilience. À Moyamba, par exemple, 373 personnes ont bénéficié de distributions de semences et d'engrais, tandis que Kambia et Bonthe enregistraient respectivement 80 et 47 bénéficiaires dans le cadre de la même intervention. Cette approche a non seulement permis de remédier à l'insécurité alimentaire immédiate, mais aussi de poser les jalons pour assurer une disponibilité alimentaire durable pour les saisons à venir.

Le programme a mis un accent particulier sur les groupes vulnérables, notamment les enfants, les femmes et les personnes handicapées. Au total, plus de 50 personnes handicapées ont été touchées à travers diverses activités, garantissant ainsi le caractère inclusif de l'intervention et son adéquation avec les besoins spécifiques des populations les plus exposées.

En combinant aide financière et mesures visant à fournir des intrants agricoles pour améliorer les moyens de subsistance, la réponse alimentaire et nutritionnelle de la Sierra Leone a fourni une solution à plusieurs volets qui a permis de faire face aussi bien aux besoins de consommation immédiats qu'aux besoins de sécurité alimentaire future. Le déploiement réussi des ressources, avec l'utilisation intégrale des 351 217 dollars américains, met en exergue l'efficacité opérationnelle et l'engagement des acteurs nationaux et locaux à fournir avec rapidité et efficacité une aide vitale.



Gambie

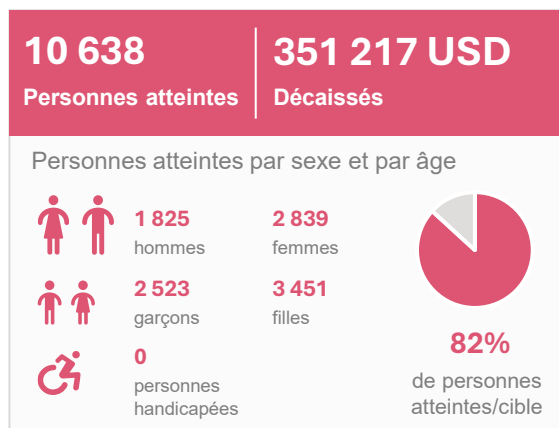


La réponse en Gambie visait à atténuer l'insécurité alimentaire des ménages touchés par les inondations de 2022. Mis en œuvre entre février et juillet 2024, le programme a atteint 53% de la population cible, bénéficiant à 25 140 ménages sur 47 104. Des transferts monétaires d'un montant total de 6 390 GMD par ménage ont été distribués en deux phases, combinées à des initiatives de communication visant à promouvoir des pratiques alimentaires saines et à favoriser des changements de comportement.

Sur le plan financier, la Gambie a intégralement utilisé les 351 217 dollars qui lui ont été alloués, veillant à ce que les fonds répondent aux besoins les plus urgents. Le programme a été facilité par l'Agence nationale de nutrition (NaNA) et l'Association gambienne pour l'alimentation et la nutrition (GAFNA), en partenariat avec des organisations non gouvernementales (ONG). L'objectif principal était de stabiliser les habitudes alimentaires et de permettre aux ménages vulnérables de se remettre des effets des inondations. Si des retards dans le décaissement des fonds et des difficultés à localiser certains bénéficiaires urbains ont posé problème, la réponse a été largement efficace pour réduire l'insécurité alimentaire. Le suivi post-distribution a révélé un haut niveau de satisfaction chez les bénéficiaires, la plupart des fonds ayant été consacrés à l'achat de denrées alimentaires.



Togo



Au Togo, l'intervention alimentaire et nutritionnelle a ciblé les ménages touchés par les inondations dans différentes régions, notamment dans les régions Maritime, des Plateaux et de Kara. Mené de mars à juin 2024, le programme a distribué des kits alimentaires contenant du maïs, des haricots, de l'huile végétale et du sel iodé aux ménages vulnérables. Des sessions de formation sur la détection de la malnutrition aiguë et la promotion de bonnes pratiques d'alimentation des nourrissons ont également constitué un élément essentiel de la réponse. Malgré ces efforts, l'initiative a atteint 82% de la population cible, bénéficiant à 10 638 ménages sur 13 010.

Sur le plan financier, le Togo a utilisé intégralement son enveloppe de 351 217 dollars américains, garantissant ainsi l'utilisation efficace des ressources disponibles. Un partenariat avec l'Agence nationale de protection civile et des organisations communautaires a été mis en place pour exécuter le programme. Il visait à améliorer la sécurité alimentaire et à renforcer la résilience des communautés. Le retard accusé dans le démarrage du projet et la limitation des ressources logistiques ont restreint la couverture du programme. L'initiative a néanmoins permis d'améliorer la consommation alimentaire et de sensibiliser à la prévention de la malnutrition, contribuant ainsi au bien-être à long terme des populations touchées.

Les interventions alimentaires et nutritionnelles menées au Cabo Verde, au Libéria, en Gambie et au Togo ont ciblé collectivement les ménages les plus

vulnérables touchés par les inondations. Toutefois, des disparités importantes ont été observées en termes de couverture. À l'exception de Cabo Verde et du Libéria, qui ont atteint leur objectif, la Gambie et le Togo n'ont réalisé respectivement que 53 et 82% de leur objectif.

Malgré ces différences, les quatre pays ont utilisé 100% des fonds qui leur avaient été alloués, ce qui

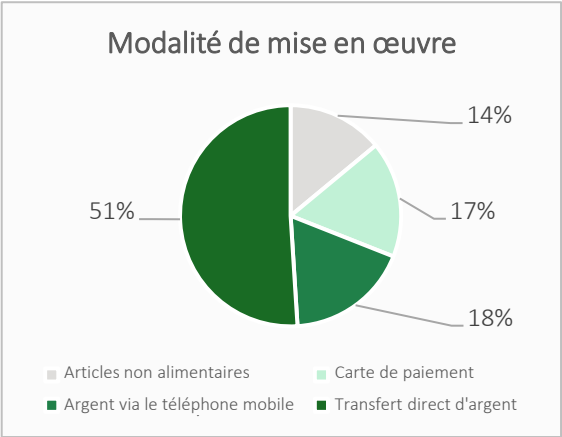
témoigne d'une bonne gestion financière et de la priorité accordée aux activités essentielles. Des défis tels que les obstacles logistiques, les retards dans le décaissement des fonds et l'ampleur des besoins ont limité l'impact global des interventions. La coordination efficace entre les autorités locales et les partenaires d'exécution souligne l'importance de la collaboration pour faire face efficacement aux crises humanitaires.

ASSISTANCE SOUS FORME D'ESPÈCES ET DE BONS (CVA) À TRAVERS LES ÉTATS MEMBRES

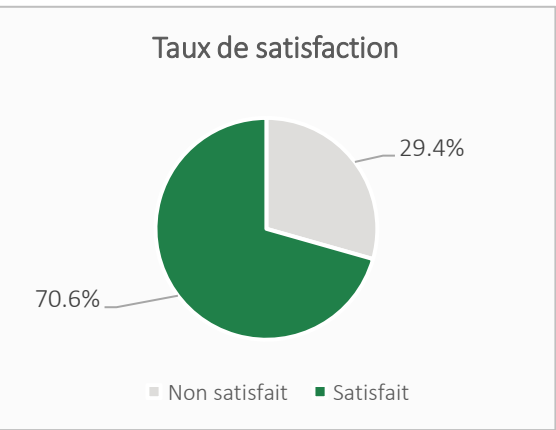
Analyse

Les programmes d'assistance sous forme d'espèces et de bons (CVA) mis en œuvre dans les États membres ont un impact considérable sur les résultats sur le plan humanitaire. En effet, ils permettent aux populations vulnérables de pourvoir à leurs besoins fondamentaux grâce à un soutien financier souple.

Grâce à des transferts monétaires directs et à des bons, les populations vulnérables des pays participants ont pu faire face à des besoins urgents, renforcer leur résilience et reconstruire leur vie après les crises.



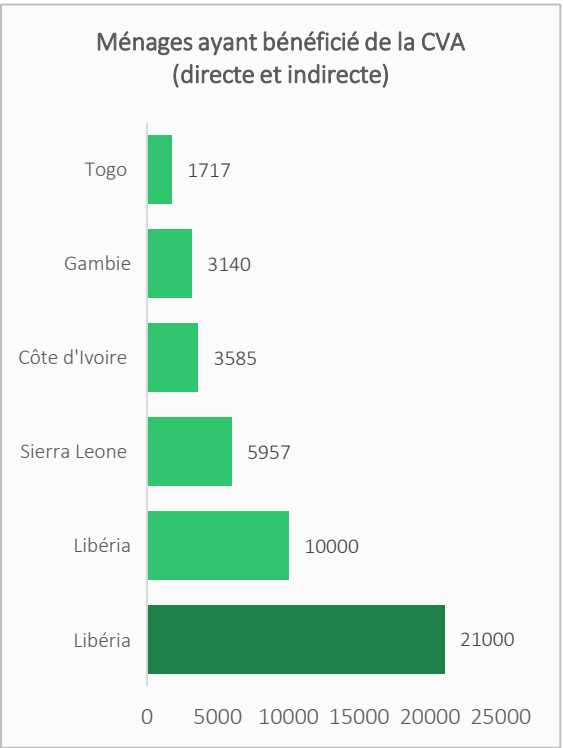
Les données recueillies montrent que la quasi-totalité des États membres ont fait état d'un niveau élevé de satisfaction chez les bénéficiaires, les groupes vulnérables, notamment les ménages dirigés par des femmes, les personnes handicapées et les personnes touchées par les crises récentes, ayant été particulièrement ciblés.



Dans certains cas, comme au Togo, les approches de transferts monétaires ont été ajustées du fait des contraintes réglementaires et les fonds ont été réorientés vers des articles non alimentaires, garantissant ainsi la continuité de l'assistance.

La compilation des données provenant des États membres souligne la portée et l'efficacité considérables des programmes de CVA, qui ont permis de venir en aide à des dizaines de milliers de personnes ayant des besoins urgents. Par exemple, au Nigéria, l'aide financière a permis d'améliorer les conditions de vie de 3 500 ménages touchés par les inondations, tandis qu'en Côte d'Ivoire, 3 585 ménages bénéficiaient d'une aide de 50 000 francs CFA chacun. De même, le Libéria a fourni une aide financière à 1 878 familles, leur permettant ainsi de faire face à leurs besoins immédiats et de faciliter le rétablissement de leurs moyens de subsistance.

Grâce aux plateformes de transfert d'argent par téléphone mobile et aux cartes de paiement, des pays comme le Libéria et la Sierra Leone ont réussi à faire parvenir des fonds aux bénéficiaires, même dans les zones les plus reculées, démontrant ainsi les avantages logistiques de la CVA dans les situations humanitaires.



Une analyse comparative entre différents pays révèle que la CVA a non seulement permis d'apporter une aide immédiate, mais a également contribué à stabiliser les économies locales en injectant de l'argent en espèce que les bénéficiaires ont utilisé dans leurs communautés. Dans les pays dotés de systèmes robustes de paiement par téléphone mobile, tels que le Libéria, le recours à des prestataires de services financiers (PSF) s'est avéré hautement efficace pour le versement d'argent en espèces.

En dépit de problèmes mineurs liés à la mise en œuvre, tels que le manque de connaissances financières chez certains bénéficiaires, tous les pays ont indiqué que les transferts monétaires ont permis aux ménages de satisfaire leurs besoins essentiels sans dépendre de la distribution physique de l'aide, réduisant ainsi les contraintes logistiques et les coûts opérationnels.

PRINCIPAUX PROBLÈMES

Le tableau ci-dessous présente les principaux problèmes auxquels chaque pays a été confronté lors de son intervention, ainsi que les stratégies adoptées pour y faire face, offrant ainsi une vue comparative des interventions adaptatives.

États membres	Principaux problèmes	Solutions
Bénin	Les difficultés rencontrées sur le terrain et les problèmes logistiques se posant pendant la saison des pluies ont entravé la fourniture d’une aide en temps opportun à certaines communautés.	Recourir à des partenaires de livraison locaux et des stocks de secours pré-positionnés dans les zones difficiles d’accès afin de réduire les retards.
Cape Verde	Problèmes sécuritaires liés à la distribution d’argent en espèces.	Passer au transfert d’argent par téléphone mobile et aux paiements électroniques afin de réduire les risques liés à la manipulation d’argent en espèces.
Côte d’Ivoire	Retards accusés dans le démarrage du projet du fait des procédures fastidieuses de passation de marchés publics.	Ajuster la planification et impliquer les autorités locales dans le ciblage.
Ghana	Ressources limitées pour faire face à la forte demande dans les zones urbaines touchées.	Accorder la priorité aux groupes vulnérables et tirer parti du soutien des autorités locales afin de rationaliser le ciblage et d’optimiser l’impact.
Guinée-Bissau	La forte participation des bénéficiaires a bouleversé les calendriers de distribution prévus.	Intensifier les partenariats locaux et répartir les distributions en vue d’une gestion efficace de la demande accrue.
Guinée	Contraintes liées à l’accès dans les communautés isolées et faible coordination logistique.	Collaborer avec les agences locales et recourir à des équipes mobiles pour atteindre les zones sous desservies.
Libéria	Connaissances financières limitées chez certains bénéficiaires.	Organiser des sessions de formation à l’intention des bénéficiaires et des bénévoles.
Nigéria	Perturbations logistiques dues aux manifestations.	Reprogrammer les distributions.
Sierra Leone	Garantie d’une utilisation rapide des fonds pour l’achat de produits de première nécessité.	Utiliser le suivi post-distribution pour confirmer les modes d’utilisation.
Gambie	Difficulté à joindre certains bénéficiaires pour les paiements.	Identifier des emplacements stratégiques et envoyer des notifications de prépaiement.
Togo	Restrictions gouvernementales sur les transferts monétaires.	Adopter la distribution d’articles non alimentaires.

RECOMMANDATIONS

Pour renforcer l'efficacité et l'impact à long terme des interventions humanitaires dans les États membres de la CEDEAO, il convient d'adopter une approche intégrée et adaptée au contexte, combinant à la fois des approches financières et non financières (par exemple, aide alimentaire, WASH et articles non alimentaires) avec des interventions complémentaires. Celles-ci pourraient intégrer un soutien aux moyens de subsistance, une formation professionnelle et des programmes complets d'éducation financière ou nutritionnelle. Une telle programmation holistique permettra aux bénéficiaires non seulement de faire face à leurs besoins immédiats, mais aussi de renforcer leur stabilité économique à long terme et leur résilience face aux chocs futurs.

L'investissement dans des formations ciblées sur la gestion financière, l'épargne et les activités génératrices de revenus permettra aux bénéficiaires de prendre des décisions plus éclairées, en particulier dans les contextes où une aide financière est mise en place. En outre, l'intégration d'activités de sensibilisation dans les initiatives alimentaires et nutritionnelles peut renforcer davantage le changement de comportement et améliorer l'impact des programmes.

Il conviendrait d'améliorer l'obligation redditionnelle et l'inclusion, grâce à la

multiplication des plateformes d'engagement communautaire, à la mise en place de systèmes de notification par téléphone mobile et au maintien de lignes d'assistance dédiées. Cette initiative est particulièrement importante dans les zones difficiles d'accès (ZDA), où les possibilités d'expression et l'accès sont souvent limités. Les systèmes de rétroaction doivent être conçus de manière à être inclusifs, conviviaux et réactifs, afin de garantir la prise en compte des voix des communautés dans la conception et la mise en œuvre des programmes.

En vue de garantir des interventions évolutives, efficaces et équitables dans toute la région, les priorités stratégiques suivantes sont recommandées:

- Renforcer les systèmes de collecte et de communication de données en temps réel afin de permettre une évaluation rapide des besoins et une programmation adaptative;
- Améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources en ciblant les zones où les besoins sont les plus importants, en réduisant les doubles emplois et en optimisant la coordination;
- Favoriser la collaboration et la coordination régionales afin d'harmoniser les efforts, de réduire la fragmentation et de maximiser la portée des actions; et



- Investir dans le renforcement des capacités des États membres, en particulier en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi/établissement de rapports sur les interventions humanitaires en cas d'urgence.

Enfin, le renforcement des cadres de responsabilisation grâce à des systèmes structurés de traitement des plaintes, à un suivi régulier et à des partenariats avec les autorités locales et les structures communautaires permettra de favoriser la transparence et la confiance. Ces efforts contribueront au bout du compte à rendre les programmes humanitaires plus réactifs, plus inclusifs et plus efficaces dans tout l'espace CEDEAO.

PHOTOS DU RAPPORT SUR LES INTERVENTIONS ET RÉCITS D'INTÉRÊT HUMAIN

De la lutte à la stabilité à Cabo Verde



Mme Joceline Moreira Borges, mère et chef de famille, éprouvait des difficultés à subvenir aux besoins de sa famille par la vente à petite échelle de produits à base de porc. Ses revenus limités l'empêchaient de subvenir à la fois aux besoins de son foyer et de développer son activité. Avec le soutien de la CEDEAO, elle a bénéficié d'une formation financière et d'un don d'un montant de 40 000 escudos dans le cadre de la CVE, grâce auxquels elle a pu ouvrir un petit kiosque et élargir sa gamme de produits. La formation lui a permis d'acquérir des compétences essentielles en matière de gestion financière, lui permettant ainsi de dissocier les fonds de son entreprise des dépenses familiales et de parvenir à une plus grande stabilité financière.



Un toit et une vie renouvelée à Cabo Verde

Mme Maria Moreira vivait dans une maison sur le point de s'effondrer, dont le toit était en très mauvais état et qui ne disposait pas de salle de bain, exposant ainsi sa famille à des risques pour sa sécurité et sa santé. Grâce à un projet financé par la CEDEAO, son toit a été entièrement rénové et une salle de bain a été construite, améliorant ainsi considérablement les conditions de vie de sa famille. Cette intervention a permis de garantir la sécurité, l'hygiène et la dignité de Maria et de sa famille, leur offrant un environnement familial plus sain et plus sûr.

Abri et sérénité à Cabo Verde

Face aux pluies de plus en plus intenses, la maison de Mme Maria de Carmita Mendes est devenue dangereuse en raison d'un toit défilant. La vulnérabilité de la structure mettait en danger la vie de tous ses occupants. Grâce au projet soutenu par la CEDEAO, son toit a été entièrement rénové, transformant son habitation en un foyer sûr et stable. Cette intervention a permis à Maria et à sa famille de retrouver leur quiétude et leur dignité.



Reportages photographiques à Cabo Verde





L'aide financière redonne vie à Adzopé, en Côte d'Ivoire

Madame Adingra, une résidente d'Adzopé, raconte avec émotion comment l'aide financière du projet de la CEDEAO lui a sauvé la vie après les inondations dévastatrices de 2022. « Je venais tout juste de me remettre d'une maladie lorsque les inondations ont détruit ma plantation de gombo », confie-t-elle. L'aide qu'elle a reçue lui a permis d'acheter des médicaments et de recruter des ouvriers pour remettre sa plantation en état. Selon Dame Adingra, cette aide n'était pas seulement une mesure d'allégement, mais aussi une opportunité de reconstituer ses moyens de subsistance. Elle exprime sa gratitude au Gouvernement et à la CEDEAO. Elle est convaincue que de telles initiatives peuvent être étendues pour soutenir davantage de ménages vulnérables à travers la Côte d'Ivoire.

Reconstruction de rêves à Tiébissou, en Côte d'Ivoire

En ce qui concerne Kouakou N'Guessan, un résident de Mononou, l'aide d'urgence suite aux inondations est arrivée comme un miracle à point nommé. « Une grande partie de mon domicile en construction s'est effondrée à cause des inondations », se souvient-il. L'aide financière de 50 000 FCFA lui a permis d'acheter du ciment et de commencer les réparations de son domicile. Cette intervention ne visait pas seulement à reconstruire les structures, mais aussi à redonner de l'espoir aux familles touchées et à rétablir leur stabilité. Kouakou exprime sa profonde gratitude à la CEDEAO et au Gouvernement, saluant leurs efforts visant à atténuer les dégâts causés par la catastrophe.

Restauration de vies à Nsawam Adoagyiri, au Ghana

À Nsawam Adoagyiri, les initiatives d'aide de la CEDEAO ont permis de fournir des denrées alimentaires et des articles non alimentaires essentiels aux familles touchées. Des témoignages des populations locales ont révélé à quel point ces interventions ont comblé un vide crucial en cette période difficile. Une mère célibataire a fait part de son soulagement après avoir reçu une aide qui a permis à ses enfants de poursuivre leurs études. La couverture médiatique réalisée par Daily Graphic a mis en évidence l'impact considérable du programme, soulignant ainsi le rôle essentiel d'une action humanitaire coordonnée.

Résilience à Ga West, au Ghana : une histoire de relèvement

La situation de la communauté de Ga West a été transformée grâce à l'arrivée des secours de la CEDEAO destinés à atténuer les effets des inondations.

Les habitants ont expliqué comment la fourniture de produits de première nécessité leur avait permis de reconstruire leurs domiciles et de reprendre le cours normal de leur vie. Les témoignages diffusés par la Ghana Broadcasting Corporation ont souligné la gratitude des ménages touchés, renforçant ainsi l'impact de cette initiative.

Reportages photographiques en Guinée-Bissau



Lancement du projet sur le terrain à Cuntum/Bandim



Population lors de l'inauguration de la plaque



Bâtiment scolaire nécessitant une réhabilitation



Réhabilitation intégrale de l'école



L'une des digues de protection construites dans la zone tampon de Cuntum-Bandim



L'une des digues de protection construites dans la zone tampon de de Quinhamel



Régulateur à bullage de Nan Balanta construit



Remise de tôles zinguées et d'un matelas à un bénéficiaire



Large sourire : Reta Jikilay

Bouée de sauvetage pour les victimes des inondations à Montserrado, au Libéria

Reta Jikilay, originaire de Montserrado, a expliqué comment les transferts d'argent en espèces financés par la CEDEAO lui ont permis d'acquérir des matériaux pour réparer son domicile endommagé. « J'ai bon espoir de pouvoir la reconstruire avant la prochaine saison des pluies », a-t-elle déclaré. Le partenariat entre la CEDEAO et la Croix-Rouge du Libéria a permis de venir en aide à plus de 10 000 personnes dans 30 communautés, en leur offrant une assistance vitale pour reconstruire leurs domiciles et rétablir leurs moyens de subsistance. Cette initiative a souligné l'importance de la coopération régionale dans le cadre de la gestion des crises.



Participants impliqués dans une discussion de groupe

Guérison d'un enfant souffrant de malnutrition au Libéria

Dans la ville de Gbai, dans le District de Todee, le Projet nutritionnel de la CEDEAO a considérablement amélioré la vie de Mary Kollie, âgée d'un an. Souffrant de malnutrition et en méforme, l'état de santé de Mary s'est transformé après avoir bénéficié de céréales enrichies fournies par le programme. Sa grand-mère, Annie Kolleh, a exprimé sa profonde gratitude, racontant comment Mary avait retrouvé une santé et une énergie débordantes. Le projet a non seulement nourri les enfants, mais a également redonné espoir aux familles en difficulté.



Processus de collecte de données auprès des bénéficiaires



Cérémonie de lancement de l'usine de fabrication de chaussures, dans le Comté de Montserrado à Monrovia, au Libéria à l'école Picolay en présence des partenaires et des parties prenantes clé.



Secours et rétablissement au Nigéria

Renforcer la résilience après les inondations à Mayo Inne, dans l'État d'Adamawa, Nigéria

À Mayo Inne, dans l'État d'Adamawa, le partenariat entre la CEDEAO et la Croix-Rouge nigérienne a permis de mener des interventions indispensables en faveur des victimes des inondations. Les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude, car les articles de secours, notamment la nourriture et les matériaux de construction, ont permis de jeter les bases du processus de rétablissement. Suleiman Abubakar, orphelin âgé d'un an et demi, a reçu une aide vitale grâce à cette initiative, qui a redonné l'espoir à sa famille et à sa communauté.



Une femme handicapée de la Communauté de Gbobe, dans l'État de Kogi, réceptionnant ses articles.

Autonomisation des communautés à Ajaokuta, dans l'État de Kogi, Nigéria

Les victimes des inondations à Ajaokuta, dans l'État de Kogi, ont reçu des secours, marquant ainsi un tournant décisif dans leur processus de relèvement. Des processus de vérification ont permis de s'assurer que les personnes les plus vulnérables, notamment les veuves et les personnes handicapées, étaient prioritaires. Cette intervention a démontré l'importance d'une action humanitaire ciblée pour atténuer les effets à long terme des catastrophes naturelles.



Ozioma tenant son bébé dans ses bras après la réception de l'aide.

Une nouvelle vie après la tempête dans la Communauté d'Isuajo Karama, dans l'État de Rivers, au Nigéria

Dans la communauté d'Isuajo Karama, dans l'État de Rivers, Ozioma Ejima était enceinte lorsque la catastrophe s'est produite.

À un stade avancé de sa grossesse, elle a dû faire face à la force terrifiante des eaux qui ont balayé sa communauté. En quelques heures, son sentiment de sécurité s'est volatilisé. Elle et sa famille ont réussi à s'échapper, n'emportant rien d'autre que leur vie..

Se retrouvant dans une situation vulnérable, Ozioma ne savait pas comment elle allait protéger son enfant à naître. La peur, la faim et le stress pesaient lourdement sur elle. Pourtant, au milieu de tout ce chaos, elle gardait espoir tout en priant pour la survie de son bébé.

« Lorsque l'inondation s'est produite, j'étais à un stade avancé de ma grossesse. Ce fut l'un des moments les plus effrayants de ma vie. L'eau s'est engouffrée dans notre maison tard dans la nuit. Nous avons réussi à fuir de justesse avec nos vêtements. En quelques heures, nous avons tout perdu. Je ne savais pas comment assurer la sécurité de mon enfant à naître, mais j'ai continué à prier pour que mon bébé survive. »

Puis vint l'aide dont elle avait désespérément besoin.

Avec le soutien de la CEDEAO et du ministère fédéral des Affaires humanitaires (FMOHA), la Croix-Rouge est arrivée avec des vivres et une aide financière. Pour Ozioma, c'était plus qu'une aide, c'était une bouée de sauvetage.

« Merci d'avoir été là au moment où nous avons le plus besoin de vous », dit-elle.



Espoir face à une récolte incertaine à Oba Ofemili, dans l'État d'Anambra, au Nigéria

Dans le village d'Oba Ofemili, situé dans l'État d'Anambra et exposé aux inondations, Nwankwo Cyprian Chukwunonso, riziculteur et père de famille, subit depuis longtemps les effets dévastateurs des inondations saisonnières et les déceptions répétées liées aux promesses d'aide non tenues. Bien qu'il ait été inscrit à plusieurs programmes d'aide humanitaire, il n'a reçu aucune aide à ce jour.



Au moment de la mise en œuvre de l'intervention de la CEDEAO en réponse aux inondations, Nwankwo a reçu pour la première fois une aide alimentaire auprès de la Croix-Rouge nigérienne, de la CEDEAO et du ministère des Affaires humanitaires, suffisante pour subvenir aux besoins de sa famille pendant deux mois. Ému de gratitude, il considère cette aide non seulement comme un soulagement, mais aussi comme un signe que sa communauté a enfin été prise en compte. Pour Nwankwo et Oba Ofemili, cette aide redonne de l'espoir dans un contexte de difficultés persistantes.



Un fardeau lié à la catastrophe a été déchargé dans la zone de collectivité locale d'Egbeda, dans l'État d'Oyo, Nigéria

Dans la communauté de Kute, dans la zone collectivité locale d'Egbeda, dans l'État d'Oyo, la vie d'Adebola Aderibigbe Mariam a été bouleversée par les inondations catastrophiques de 2022. Juste au moment où la situation semblait désespérée, une aide opportune est arrivée de la part du CNR, de la CEDEAO et du ministère des

Affaires humanitaires.

L'aide, qui se composait de denrées alimentaires et d'argent en espèces, représentait bien plus qu'un simple soulagement pour Mariam ; elle marquait un tournant décisif dont elle avait tant besoin. Elle a utilisé une partie de l'argent pour payer les frais de scolarité de son enfant, allégeant ainsi un lourd fardeau et lui redonnant un sentiment de stabilité et d'espoir.

Pleine de gratitude, Mariam a dit ce soutien qu'il arrivait à point nommé, lui permettant de faire face à nouveau à la vie avec courage et dignité.



Autonomisation grâce à l'aide en Gambie

La GAFNA et la CEDEAO transforment des vies

Mme Miatta Lily French, Représentante permanente de la CEDEAO en Gambie, a salué la mise en œuvre de l'initiative de transferts monétaires, qu'elle a qualifiée de bouée de sauvetage vitale pour les familles touchées par les inondations. Les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude, car ces fonds leur ont permis de réparer leurs maisons, d'acheter des denrées alimentaires et de reconstruire leurs moyens de subsistance. Au bureau de vérification, les membres de la communauté, notamment les veuves et les personnes handicapées, ont exprimé leur espoir d'un avenir meilleur grâce à cette aide.

Visage humain de l'aide aux victimes des inondations dans la région le Haut Nuimi, en Gambie

Les victimes des inondations dans le District du Haut Nuimi, NBR, ont trouvé du réconfort grâce aux programmes de transfert d'argent financés par la CEDEAO. Cette initiative, menée avec le soutien des autorités locales et de partenaires tels que l'Agence nationale de nutrition (NaNA), a permis aux personnes les plus vulnérables de bénéficier d'une aide financière en temps opportun. Un chef de famille a déclaré : « L'argent fourni par la CEDEAO nous a aidés à faire face à nos besoins immédiats et à reconstruire ce que nous avons perdu. » Les processus de vérification



Rencontre avec le chef du district d'Upper Nuimi, NBR.

transparents mis en place et la participation active des chefs de district ont mis en exergue l'esprit de collaboration qui a caractérisé cette opération de secours.



Bureau de vérification des bénéficiaires



Un chef de famille recevant une aide financière en espèces auprès du prestataire de services de paiement

Reportages photographiques au Togo



RÉFÉRENCES

- Croix-Rouge du Bénin. **2023**. Rapport final de la CEDEAO sur la réponse aux inondations, 2023: *Projet d'aide humanitaire en réponse aux inondations de 2022 et 2023*. Ministère de l'Économie et des Finances, Bénin.
- Morabi. **2023 - 2024**. Rapport final de la CEDEAO sur les réponses aux inondations et à la nutrition, 2023: *Projet d'autonomisation des familles pour le développement durable*. Ministère de la Famille et de l'Inclusion sociale. Cabo Verde.
- Programme alimentaire mondial. **2024**. Rapport final de la CEDEAO sur la réponse aux inondations, 2023: *Projet visant à soutenir les ménages rendus vulnérables par les inondations de 2022 dans 10 régions de Côte d'Ivoire*. Ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté. Côte d'Ivoire.
- Abantu for Development. **2024**. Rapport final de la CEDEAO sur la réponse aux inondations, 2023: *Programme d'aide de la CEDEAO aux victimes des inondations*. National Disaster Management Organization. Ghana.
- Zéro Pauvre Afrique. **2024**. Rapport final de la CEDEAO sur la réponse aux inondations, 2023: *Projet d'aide humanitaire et de renforcement de la résilience visant les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les réfugiés, les apatrides, les demandeurs d'asile et leur communauté d'accueil en République de Guinée*. Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Agence nationale pour la gestion des urgences et des catastrophes humanitaires. Guinée
- Croix rouge de la Guinée-Bissau. **2023 - 2024**. Rapport final de la CEDEAO sur la réponse aux inondations, 2023: *Flood Resilience Mitigation and Strengthening Project*. National Civil Protection Service. Guinée-Bissau.
- Welthungerhilfe. **2023 - 2024**. Rapport final de la CEDEAO sur les réponses aux inondations et à la nutrition, 2023: *Emergency Response Action to Improve Nutrition Status of Under-5 Children*. Ministère de l'Agriculture. Libéria.
- Liberia National Red Cross Society. **2023 - 2024**. Rapport final de la CEDEAO sur la réponse aux inondations: *Recovery and Resilience-Building Assistance to Families Affected by Floods in Vulnerable Communities in Liberia*. National Disaster Management Agency. Libéria.
- Croix-Rouge du Nigéria. **2024**. Rapport final de la CEDEAO sur la réponse aux inondations, 2023: *Projet de réponse aux inondations de la CEDEAO*. Ministère fédéral des Affaires humanitaires et de la Lutte contre la Pauvreté. Nigéria.
- Achievers Foundation. **2024**. Rapport final de la CEDEAO sur les réponses aux inondations et à la nutrition, 2023: *Post-flood Recovery Assistance for 2021 victims in Sierra Leone*. Agence nationale de gestion des districts de Sierra Leone. Sierra Leone.
- Gambia Food Nutrition. **2024**. Rapport final de la CEDEAO sur les réponses aux inondations et à la nutrition, 2023: *Réponse d'urgence de la CEDEAO en faveur des victimes des inondations de 2022 en Gambie - Food and Nutrition Component*. National Nutrition Agency. Gambie.
- Catholic Relief Services. **2024**. Rapport final de la CEDEAO sur les réponses aux inondations et à la nutrition, 2023: *Projet de réponse de la CEDEAO aux inondations, 2022*. National Disaster Management Agency. Gambie.
- Programme alimentaire mondial, Agence nationale de la protection civile. **2024**. Rapport final de la CEDEAO sur la réponse aux inondations, à la nutrition, 2023: *Projet visant à soutenir le rétablissement des populations touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle de 2022*. Ministère de la Santé et de l'Agriculture. Togo.



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

101 Yakubu Gowon Crescent
Asokoro District · P.M.B. 401
Abuja · Nigeria